1er-15 JUILLET 1959 BIMENSUEL 11e Année (Nouvelle Série). — N° 219

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

LÉON EMERY. — Sur un appel en faveur des hommes 1

La lutte contre la propagande soviétique au Congrès atlantique 4

En Afrique noire 6
Les origines et la politique du « Conseil de la Jeunesse d'Afrique » : 6. — L'Afrique portugaise et l'U.R.S.S. : 8. — Déclarations de Sylvanus Olympio, premier ministre du Togo, à la *Pravda* : 8.

A. DORMONT. — La défaite socialo-communiste en Sicile 9

BORIS SOUVARINE. — Khrouchtchev signe son discours secret 12

Espionnage soviétique au Danemark et en Norvège 13

LUCIEN LAURAT. — Le recensement soviétique 14

A propos d'un « certain optimisme ». 16

Bibliographie : *Le marxisme en question*, par Pierre Fougeyrollas 17

M. SLAVINSKY. — Les embarras des dirigeants du Komsomol 18

Une purge au Turkménistan 20

Les chefs du Parti communiste de l'Inde 22

Chronique du mouvement communiste mondial 24

Sur un appel en faveur des hommes

LA conférence de presse tenue à Paris le 25 mars par le général de Gaulle n'a pas laissé de surprendre, non certes par l'exposé de politique étrangère qui en formait la partie principale et dont on doit louer sans réserves la ferme prudence, mais par une conclusion plus oratoire et plus générale; élevant le débat, il a convié les nations à l'oubli des inimitiés et à la collaboration pour une croisade mondiale contre la misère.

Le premier mouvement est d'applaudir, le second de se demander si l'on n'aborde pas ainsi aux rivages de l'utopie. Allons-nous voir l'agneau paître avec les loups? Est-il croyable que les adversaires d'aujourd'hui, précisément engagés en l'une des péripéties majeures de la guerre froide, vont brûler l'étape de la coexistence pacifique pour aboutir à la sainte-alliance des peuples? Les Américains vont-ils se charger de mettre en valeur le Turkestan russe, tandis que les Russes viendront fraternellement aider les Français sur la terre d'Afrique? De Gaulle ne passe pas pour un illuminé, pas davantage pour un rhéteur qui se grise de phrases sonores; il convient donc de chercher le sens positif de ses paroles et des effets qu'il en peut attendre.

Personne, hâtons-nous de le dire, n'a le droit d'en suspecter la sincérité; qu'on soit tenté de rappeler l'évidence et que les hommes, au lieu de se quereller follement, feraient bien d'entreprendre en commun les immenses tâches civilisatrices que la technique met à leur portée, voilà qui n'a pas besoin de justification. Il est clair toutefois qu'un homme d'Etat ne saurait orchestrer des lieux communs sans les combiner à des intentions pratiques et réclamer pour eux une immédiate efficacité.

Nous touchons ainsi à un problème qu'il ne faut jamais perdre de vue et qui tient à ceci que, par la volonté des Russes et en corrélation étroite avec la tactique de l'impérialisme révolutionnaire, la diplomatie n'est plus séparable de la propagande et de la manœuvre psychologique. Or, lorsqu'on s'applique à mobiliser les passions collectives, on peut être amené à susciter la peur, la colère et la haine, mais encore faut-il que ce soit en vue d'un achèvement merveilleux, d'un avenir paradisiaque qui, au terme de durs efforts, récompensera les vainqueurs en la personne de leurs descendants.

Sur le terrain de la propagande, l'infériorité des démocraties n'est malheureusement pas niable; elle s'explique par de longues incompréhensions, par des scrupules honorables, par l'impossibilité où elles se trouvent d'éviter chez elles le désordre des pensées, les discussions frivoles, les contradictions débilitantes, mais aussi par

l'absence d'une doctrine au nom de laquelle on puisse promettre en ayant chance de séduire ceux qui écoutent.

En face d'elles, contre elles, le messianisme marxiste a conquis un tiers de l'espèce humaine en moins d'un demi-siècle. Il est aisé de démontrer que la doctrine de Marx a été torturée de toutes les manières possibles, que son triomphe est le fruit de l'imposture, que les peuples convertis au nouvel Islam n'en ressentent que les inhumaines rigueurs, que d'ailleurs le rayonnement du communisme commence à faiblir; tout cela est bel et bon, mais ne fait pas que puisse se dissiper sous la lumière d'analyses correctes la menace d'une réalité formidable.

Il en faut seulement conclure qu'en dehors des professeurs d'économie politique personne ne se soucie exagérément de la lettre du marxisme ou de son contenu scientifique, mais que son fondateur eut assez de chances ou de génie pour inventer les quelques formules aptes à revêtir de vives couleurs, à présenter en un style moderne les éternelles aspirations des foules, le rêve d'émancipation totale, de bien-être matériel et d'égalité.

Qu'avons-nous à promettre et, même si nous avons dix fois raison, même si nos discours sont de bien meilleur aloi, comment obtenir audience? Notre libéralisme paraît flou, notre socialisme ne sait plus où il va ni s'il existe encore, et les plans pratiques d'aide à l'étranger, méthodiquement mis en œuvre par les Etats-Unis, pour utiles qu'ils soient, manquent de lustre. Il importe donc de mettre au point une publicité plus prestigieuse et qui, pour ne pas demeurer vaine, doit coïncider avec les données concrètes de la situation présente.

Mais tout le monde est bien convaincu qu'au point où nous en sommes la décision appartient dans une large mesure aux peuples sous-développés d'Asie et d'Afrique; s'ils roulent pêle-mêle sur la pente glissante qui conduit au communisme, ce dernier peut dire qu'il a partie gagnée. D'où il suit que la politique de l'Occident doit tendre à retenir cette masse hésitante, à la fixer, à l'intégrer en des ensembles voués à toute la stabilité que peuvent avoir des œuvres humaines.

***

L'appel lancé par le Président de la République n'est donc pas un sermon moral ou l'expression d'un vœu pieux; il faut même le tenir pour doublement réaliste car, s'il est vrai qu'il correspond aux exigences de la situation politique, il ne l'est pas moins d'affirmer que le seul moyen d'employer sans arrêt dans le proche avenir les inépuisables ressources techniques dont nous sommes en train de nous doter consiste à entreprendre sur une très vaste échelle la mise en valeur de la planète. Mais qui peut assumer le poids de cette tâche colossale et diriger la planification?

Les Etats-Unis et les Occidentaux d'une part, la Russie de l'autre, détiennent à des degrés différents la puissance matérielle; mais tant que leurs rapports se définissent par la méfiance et la rivalité, cette puissance est dérivée en très grande partie vers l'industrie des armements, tandis que les peuples déshérités auxquels on prodigue les invites se sentent pris dans le double filet des impérialismes qui s'affrontent et condamnés à chercher leur voie à travers bien des embûches. Pour que s'évanouissent les relents du colonialisme, pour que s'estompent et disparaissent les hantises de l'enrôlement, de la subversion ou de la conquête intérieure, il faudrait donc que l'action de secours et de transformation des contrées déshéritées soit pleinement internationale et indiscutablement pacifique.

Sur quoi, les sceptiques ne manqueront pas de faire observer que voilà un très beau cercle vicieux, puisqu'en somme il faudrait la paix pour fonder la paix, et l'accord préalable pour obtenir l'accord définitif. Il est vrai que tout grand programme politique implique ou suppose la quadrature du cercle; néanmoins, et pourvu qu'on le complète par des conditions et précautions dont nous allons parler, celui qu'a proposé de Gaulle n'est certainement pas sans intérêt.

Pourquoi ne pas reconnaître que les services techniques de l'O.N.U. peuvent être considérés comme les ébauches d'institutions plus amples, chargées d'élaborer les plans d'un semi-dirigisme mondial dont les premiers bénéficiaires seraient les prolétaires de tous les continents? Que l'idée soit ambitieuse et la réalisation problématique, on l'admettra volontiers; mais ce n'est pas une raison pour ne pas orienter les esprits vers le but qu'elle évoque en insistant sur le caractère international, et donc nécessairement pacificateur, des entreprises qu'elle commanderait.

On a tout dit sur la nécessité pour les Alliés de répudier l'immobilisme et de substituer à la défensive ou à la bataille en retraite des initiatives capables d'entraîner les indécis; même si ces critiques sont parfois injustes et presque toujours dénuées de toute vertu positive, il est bon d'en sentir l'aiguillon, et plus encore de penser à l'immense plèbe qui attend de savoir à qui elle peut faire confiance.

Deux cas particuliers, encore que très importants l'un et l'autre, permettent d'accentuer l'esquisse. Mus par des intentions transparentes, les Soviétiques exigent qu'il soit mis fin au statut provisoire de Berlin et de l'Allemagne; ils ont suscité, en Angleterre surtout, la formation d'un courant d'opinion favorable à la création d'une zone démilitarisée que contrôlerait la police de l'O.N.U. On a pertinemment montré que cette solution serait à la fois fallacieuse et dangereuse, mais il est difficile d'autre part de perpétuer un régime anachronique, et l'on tient pour repoussé d'avance le plan occidental.

Cela étant, le bon sens et l'habileté ne conseillent-ils pas de se montrer plus réaliste que les pseudo-disciples de Marx, et de proposer des remèdes qui seraient d'abord d'ordre économique? L'Europe centrale est écartelée, dilacérée, condamnée en grande partie à la pauvreté par un état de fait qui rompt les solidarités naturelles.

Est-il inconcevable qu'on travaille d'un commun accord — et sous un arbitrage international propre à désarmer les méfiances — au rétablissement des courants commerciaux et, de toutes les manières, à la suppression du rideau de fer? Que la caste dirigeante des démocraties populaires s'y refuse par crainte d'ébranler les structures étatiques qui soutiennent sa domination, voilà qu'on peut tenir pour certain; n'empêche qu'elle aura été mise en mauvaise posture et que, si notre propagande est à la hauteur de la situation, tous ceux qui souffrent en Allemagne orientale ou en Pologne, en Tchécoslovaquie ou dans les pays danubiens auront été dûment instruits des causes immédiates de leur médiocrité. C'est par des pressions de cette nature que nous devons riposter à l'impérialisme communiste et retourner contre lui ses méthodes en les dégageant de toute hypocrisie.

Le second exemple est évidemment fourni par le puzzle du Moyen-Orient, cette autre région balkanisée; autant il est périlleux d'en vouloir modifier la configuration politique, autant il est rationnel d'y estomper peu à peu les frontières par la vertu d'une meilleure organisation économique. Notons à ce propos qu'un défaitisme injustifié avait trop vite porté nombre d'Occidentaux à

croire qu'en ce secteur la pénétration soviétique serait irrésistible; on voit bien qu'il n'en est rien et que même en Irak la partie n'est pas jouée, Londres acceptant le risque d'aider et d'armer le dictateur afin qu'il résiste aux séides du Kremlin.

Un aménagement plus efficace peut être recherché en la forme d'une collaboration économique et d'une mise en valeur qui, cautionnée par les plus hautes instances internationales, serait digne d'être présentée comme la condition d'un neutralisme indiscutablement constructif et sincère. Il va de soi que de telles initiatives ne devraient en rien contredire ou gêner l'action qu'exerce chaque grande puissance en sa sphère d'influence, celle notamment de la France en Afrique, encore cette dernière n'est-elle nullement exclusive des concours américains ou allemands, en sorte que finalement tout converge et qu'on ne doit pas désespérer d'une croissante cohésion mondiale.

A ceux des technocrates qui ont le sens et le goût des grandes vues, il appartient de traduire en des projets concrets cette politique de l'avenir à laquelle s'est référé le général de Gaulle. Non qu'on s'exagère le pouvoir magique des beaux dessins tracés sur le papier; on sait bien que la réalisation est empirique et constamment déterminée par l'énorme pesée des circonstances, mais cela ne dispense pas de bien marquer une ligne d'évolution ou d'action.

Cela revient à dire, ou à signifier, que la technique n'a jamais le dernier mot, que la partie engagée demeure essentiellement politique et diplomatique, qu'il faut donc s'armer plus que jamais des vieilles maximes préservatrices dont l'oubli conduit au pire. La première prohibe, comme on sait, toute association et même tout contrat entre le pot de terre et le pot de fer; négocier avec la Russie quand on est faible, c'est préparer pour soi le sort de la Hongrie, des Etats baltes et du Tibet.

Il serait futile ou absurde de chercher l'entente et à plus forte raison de proposer des formules novatrices, si d'abord on n'avait tout fait pour que la coalition atlantique parût en son meilleur arroi possible. A cet égard, il y a certainement quelque chose de changé depuis que l'Allemagne, la France et l'Italie ont fait de notables progrès dans la voie du relèvement matériel et de la pleine solidarité, sans rompre pour autant avec le monde anglo-saxon; la balance des forces est devenue beaucoup plus favorable et cela n'est pas sans impressionner, on le voit bien, les peuples d'Afrique. Les résultats obtenus ne peuvent qu'inciter l'Occident à se raffermir toujours plus et à faire en sorte que sa sécurité interne ne puisse plus être mise en question; ainsi que Goethe le disait à Eckermann, pour faire quelque chose, il faut commencer par être quelqu'un.

Un autre axiome tient en ceci que, toute négociation étant un marchandage, nulle concession ne doit être consentie qui ne corresponde sous garantie sérieuse à une concession égale de la part de l'interlocuteur. On est toujours mal venu à prendre une position purement négative et à paraître se cramponner au provisoire; mais la diplomatie de place publique pratiquée par les Russes usant sans vergogne des formules simplistes dont les nigauds se délectent, il faut savoir en montrer la vanité ou réclamer qu'on les enrichisse d'un contenu plus acceptable.

La ruse va jusqu'à la grossièreté comique lorsque Moscou propose par exemple la démilitarisation de part et d'autre du rideau de fer de zones théoriquement égales, mais comprises de telle sorte qu'elles priveraient la défense occidentale de positions essentielles en ne portant qu'une atteinte légère à la puissance du bloc communiste. On entend bien que si les Alliés auraient grand tort de repousser par principe toute mesure de neutralisation territoriale, ils sont fondés par contre à la vouloir vraiment réciproque et à la faire dépendre d'un système de contrôle qui, en tout état de cause, commande n'importe quelle méthode de désarmement.

⁂

Terminons par une indispensable reprise de thème. Au cours de la conférence à laquelle nous suspendons ces réflexions, le général de Gaulle eut le courage d'adresser à la presse française de courtois reproches qui allaient fort loin et dénonçaient l'information à contresens dont nous sommes fréquemment les victimes; voilà qui devrait conduire à réclamer partout une bien meilleure utilisation de la propagande, entendons d'une propagande qui s'interdirait le mensonge et l'injure, mais ne laisserait jamais tomber dans l'oubli les vérités fondamentales et concrètes propres à rallier dans le monde entier ceux qui flottent ou dérivent.

On est stupéfait de voir la frivolité ou la versatilité d'hommes qui prétendent diriger l'opinion et ne font que l'égarer; comment comprendre par exemple que des faits patents, tels que l'option quasi unanime des prisonniers chinois après l'armistice coréen, ou l'établissement des courants d'exode en une seule direction, du Nord au Sud pour le Viet-Nam, de l'Est à l'Ouest pour l'Allemagne, ne soient pas plus souvent allégués en tant que réponse péremptoire à des apologies qui ne sont riches que d'illusoires promesses?

Rien ne peut faire qu'une gigantesque publicité ne soit aujourd'hui l'un des modes de la vie politique; si le monde libre est habilité à se présenter comme le plus apte à concevoir l'action qui engendrerait le progrès collectif, s'il peut mettre au service de ses idées d'énormes moyens matériels, encore faut-il qu'il en persuade tous ceux qui avaient tendance à croire terminé son rôle historique et se tournaient instinctivement vers un autre pôle.

Une propagande digne de sa tâche doit jouer sur deux registres, dénoncer l'imposture, montrer la voie d'une grande politique réalisatrice conforme à l'éthique de l'Occident et de l'Amérique. Le devoir des élites serait de la mettre au point sans plus s'encombrer d'idéologies désuètes.

L. EMERY.

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8e).

La lutte contre la propagande soviétique au Congrès atlantique

(Londres, 5-10 juin 1959)

Les discussions qu'ont provoquées les propositions françaises de réforme de l'O.T.A.N. au Congrès réuni à Londres, du 5 au 10 juin 1959, à l'occasion du dixième anniversaire de l'Alliance Atlantique, ont rejeté dans l'ombre les débats d'un grand intérêt auxquels a donné lieu l'étude des *techniques de la propagande soviétique*. Il est devenu banal d'écrire que, grâce à l'O.T.A.N., l'impérialisme soviétique avait perdu l'espoir de remporter le moindre succès par la force des armes sur le territoire européen, mais qu'il poursuivait ses menées conquérantes par des moyens qui ne sont plus militaires, mais politiques. L'O.T.A.N. a été la riposte de l'Occident aux menaces de guerre que l'U.R.S.S. faisait peser sur lui. On attend encore une sorte d'O.T.A.N. politique qui protégerait les esprits, leur fournirait des moyens de défense, comme l'Alliance Atlantique a fourni à l'Europe les armes et les organismes nécessaires à la défense de ses frontières.

Il était donc utile de poser le problème d'une sorte d'élargissement de l'action de l'O.T.A.N. au domaine de la propagande politique. Les organisateurs du Congrès Atlantique l'avaient fort bien compris. Un sous-comité avait été chargé d'étudier les techniques de la propagande soviétique. Notre amie et collaboratrice, Mme Suzanne Labin, avait été chargée de présenter le rapport introductif. A la suite d'une ample discussion, le sous-comité adopta à l'unanimité le texte que nous reproduisons ci-dessous. Il y eut des réserves sur une partie de ce texte au comité, mais il fut voté à l'unanimité moins une voix en séance plénière, et le principe qu'il énonce fut inscrit dans la résolution finale.

Techniques de propagandes soviétiques et occidentales

1° La nature et la gravité de la menace

Le Sous-Comité considère :

— Que les Soviets menacent le monde libre non seulement par le moyen classique des armes mais encore par le moyen de la *guerre politique*, dont le but est d'infléchir les esprits et les cœurs en faveur des thèses qui font le jeu de la politique étrangère du Kremlin, par la propagande de masse, l'insémination d'artifices et de sophismes, le noyautage des groupements, l'infiltration des institutions et l'usage des masques trompeurs ;

— Que le programme de réarmement de l'O.T.A.N., son unité et sa fermeté ont découragé l'Union soviétique de se lancer dans une agression militaire, et que cette politique l'empêchera probablement de se lancer dans une guerre chaude. Mais c'est en passant par-dessous les frontières et en gagnant les cerveaux que le monde totalitaire compte remporter la lutte totale qu'il a engagée contre le monde libre ;

— Que, pour mener sa guerre politique, l'U.R.S.S. a mis sur pied la plus colossale machine à subjuguer l'opinion qui ait jamais existé. On estime que les dépenses de cette machine se montent à environ 2.000 millions de dollars par an et que la machine emploie à son service plusieurs centaines de milliers d'agents payés et volontaires ;

— Que c'est cette machine, autant que sa force armée, qui a rapporté aux Soviets leurs principaux succès, y compris territoriaux ;

— Qu'en face de cet effort prodigieux l'Occident reste inefficace, ayant démobilisé après 1945 non seulement sur le plan militaire mais aussi en ce qui concerne sa capacité d'offensive psychologique, et n'ayant, depuis la création de l'O.T.A.N., réarmé que sur le plan militaire ;

— Que le risque est très grand aujourd'hui de voir cette carence entraîner la défaite du monde libre dans la guerre froide, ce qui ne fournit aucune consolation par rapport à une défaite dans la guerre chaude : il est aussi fatal de mourir gelé que brûlé ;

— Qu'au contraire cette défaite serait particulièrement atroce parce que l'Occident démocratique périrait par la paralysie de cela même qui fit sa grandeur : le cerveau, et alors que c'est l'Occident qui incarne la vérité et l'émancipation devant le camp du mirage et de l'oppression ;

— Que ce péril est d'une acuité pressante et qu'il est dramatiquement urgent que l'Occident se secoue et se redresse, mettant en jeu toutes ses ressources intellectuelles et matérielles, et qu'il vise, dans ce redressement au bord de l'abîme, non seulement à ne pas perdre la guerre froide mais encore à la gagner ;

— Que, cependant, vu l'envergure et le raffinement extraordinaire de la machine de guerre politique du communisme, il n'est plus possible de s'en remettre entièrement, pour l'affronter, à la bonne volonté des hommes ou aux agences non coordonnées ou à l'amateurisme, mais qu'il y faut une concentration exceptionnelle de compétence et de moyens ;

— Que la guerre politique des Soviets, émanant d'une force unique supranationale, appelle, pour l'élaboration de la résistance, un effort international coordonné.

En conséquence, les moyens suivants de résistance et de contre-offensive sont suggérés :

2° Les moyens de la parade

Le Sous-Comité considère qu'il faut, pour faire face à la menace, créer dans les plus brefs délais deux organismes : un département (A) au sein de l'O.T.A.N. et travaillant pour les gouvernements alliés, et une autre organisation (B) ouverte à tous les pays libres, membres ou non de l'O.T.A.N., et débouchant sur l'ensemble de l'opinion mondiale.

A) Département de contre-propagande à l'O.T.A.N.

Cet organisme devrait être un nouveau département de l'O.T.A.N., sorte d'état-major de la riposte des alliés à l'agression psychologique des Soviets. Ce département nouveau compléterait les services actuels de l'O.T.A.N. qui s'occupent déjà d'étudier la menace communiste sur

les plans politique et militaire, et qui font un travail excellent dans ce domaine.

Le département serait servi par de véritables techniciens connaissant à fond les techniques de combat idéologique et qui devraient avoir une formation aussi soignée que celle qu'on exige des officiers supérieurs des armées.

Les tâches de ce département pourraient être, à titre d'exemples illustratifs et non limitatifs les suivantes :

— Trouver et recommander des moyens pour retenir l'initiative et pour anticiper et contrarier les activités de propagande du communisme soviétique sur les plans sociaux et d'information ainsi que sur les plans économique et politique ;

— Rassembler en un pool tous les renseignements disponibles sur la guerre politique des Soviets et chercher des renseignements complémentaires sur ce point ;

— Etudier tous ces faits, dégager les moyens et stratagèmes de la guerre idéologique et subversive des Soviets, déceler les masques variés qu'elle emprunte, prévoir ses évolutions, évaluer ses effets ;

— Informer avec diligence les gouvernements alliés sur ces points et répondre de façon solidement documentée à leurs demandes de renseignements ou d'interprétations ;

— Maintenir en vue des nations captives les objectifs des pays libres, afin de soutenir les aspirations de la liberté des peuples subjugués, en se servant à cette fin de l'expérience et des compétences des réfugiés de ces pays ;

— Prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que les peuples des pays de l'O.T.A.N. comprennent le fonctionnement et les buts de l'organisation de l'O.T.A.N.

B) Association du monde libre.

La mission de cette association serait de diffuser dans le public, à travers le monde entier, les éléments essentiels qui permettent de clarifier les jugements et d'outiller les esprits sur l'agression idéologique du communisme totalitaire et la valeur des régimes de liberté.

Cette association ne concurrencerait pas mais, au contraire, aiderait et valoriserait le travail méritoire que mènent déjà dans ce sens, mais, hélas ! avec des moyens insuffisants, une série d'organisations privées et publiques.

L'Association des nations libres ne devrait pas être seulement une organisation supplémentaire à celles qui existent mais, dans certaines parties du monde et sur certains thèmes, devrait en tant qu'entreprise internationale coordonnée, infuser le maximum de conviction à toute son audience.

L'Association aurait accès à l'information *non classifiée* que rassemble le département de contre-propagande de l'O.T.A.N.

L'Association n'entend pas défendre une politique spécifique — respectueuse qu'elle est de toutes les opinions et de toutes les croyances du monde libre — mais elle se borne à forger les armes pour lutter contre la guerre idéologique que nous font les Soviets.

Les activités et intérêts de cette association pourraient être, à titre d'exemples illustratifs et non limitatifs, les suivants :

— Répandre une connaissance plus complète de la civilisation démocratique ; montrer l'immense supériorité de cette civilisation libre sur un régime communiste totalitaire, dans toutes les ambiances sociales et sur tous les plans : liberté primaire de la conduite individuelle, liberté d'opinion, liberté de la justice, initiative personnelle, dignité humaine, valeurs spirituelles, bien-être de plus en plus largement répandu, culture à la fois libre et tolérante ;

— Exposer et démasquer largement les pièges et sophismes de la propagande ouverte ou sournoise soviétique, et dissiper les artifices qui favorisent la politique étrangère du Kremlin ;

— Aider en particulier la jeunesse, surtout celle des pays neufs dans lesquels les jeunes accèdent très tôt au pouvoir et parfois sans préparation adéquate. L'Association pourrait encourager des réunions périodiques de jeunesse du monde libre telles que la Conférence atlantique politique de la Jeunesse récemment créée à Paris et dont le programme comprend l'organisation d'un congrès de jeunesse libre en Afrique ; elle pourrait aussi assister les organisations de jeunesse libre dans tous les pays libres et les prier de diffuser des informations concernant les principes de l'O.T.A.N. et du monde libre ;

— Favoriser la création de bourses à l'intention de ressortissants de pays qui sont le siège d'évolutions dans leurs structures sociales et économiques ; ces bourses leur permettraient d'acquérir une éducation technologique utile et en même temps de s'initier aux valeurs fondamentales de l'Occident et d'être ainsi immunisés contre les impostures de la propagande soviétique ;

— Aider aussi les travailleurs de tous les pays à conserver l'indépendance et l'objectivité de leurs jugements face au communisme totalitaire ; favoriser et animer, à cet effet, tous les efforts éducatifs ainsi que les échanges d'expériences ; plus généralement, envisager la création de centres éducatifs qui formeraient des missionnaires de la liberté qui se répandraient parmi tous les peuples de la terre ;

— Combattre la tendance qu'ont trop d'organes de l'opinion libre, par naïveté ou goût du sensationnel, à relayer bénévolement et gratuitement la publicité tapageuse des entreprises communistes ;

— Mettre plutôt en relief, et autant que possible avec esprit, les faits nombreux et massifs, trop rarement soulignés, qui révèlent de façon éclatante les erreurs et souvent les crimes des communistes soviétiques, et la profonde opposition à leur égard de tous les peuples qui subissent leur tyrannie.

L'équipement de l'Association devrait lui permettre, entre autres :

— de coopérer avec la presse ;

— d'imprimer et de distribuer des informations dans toutes les langues et toutes les formes ;

— d'utiliser un ou plusieurs postes de radio, disposant d'émetteurs puissants répartis à des endroits convenables.

Le Sous-Comité a pris connaissance, avec intérêt et sympathie, des propositions présentées par d'autres comités en vue de la création d'un Centre d'études atlantiques. Le matériel assemblé par ce centre serait sans aucun doute d'une grande valeur pour l'Association ci-dessus proposée. Cependant, le Sous-Comité est fortement d'avis que le Centre d'études atlantiques ne peut pas remplir les énormes et coûteuses tâches de dissémination que nous venons de décrire et que, par conséquent ,l'Association du monde libre doit fonctionner comme organisation séparée.

L'Association du monde libre devrait recevoir le soutien financier des gouvernements membres de l'O.T.A.N. et de toute autre source qui pourrait éventuellement se révéler.

Le Sous-Comité tient aussi à souligner que, s'il demande au monde libre un effort urgent, cet effort n'implique toutefois, sur le plan financier, que des ressources qui, quoique substantielles, sont néanmoins négligeables par rapport à celles qu'absorbe la résistance militaire et dont l'effet, pourtant, est tout aussi crucial pour la sauvegarde de la liberté.

Résolution

Nous, sous-comité chargé de considérer les problèmes que pose l'agression politique soviétique :

— Constatant la gravité pressante de la menace que cette agression fait peser sur le monde libre,

— Reconnaissant la valeur du travail que font contre l'agression idéologique des Soviets les organisations privées et publiques,

— Mais considérant que les moyens actuellement mis en jeu sur ce front par les puissances atlantiques et les

(Voir suite au verso, bas de page.)

En Afrique noire

Les origines et la politique du "Conseil de la Jeunesse d'Afrique"

Le communisme domine actuellement idéologiquement et même tactiquement la quasi-totalité des organisations d'étudiants et de jeunes d'Afrique noire. Ce processus est-il fatal? Ne peut-on — comme le pensent certains fonctionnaires — que lever les bras au ciel? Nullement. Un bref historique du C.J.A. montrera que l'influence communiste n'était pas fatale, qu'elle est le résultat d'années d'efforts et de noyautages, favorisés alors par l'indifférence officielle.

Une démystification est donc possible; il faut y travailler tout de suite.

Le Conseil de la Jeunesse du Sénégal

Pour comprendre la situation présente, il faut remonter au *Conseil de la Jeunesse du Sénégal* (C.J.S.) créé en 1951. A cette époque :

1° il n'existait aucune organisation de jeunes commune à toute l'A.O.F. mais seulement des « *comités de coopération* » dans plusieurs territoires,

2° la seule affiliation extra-africaine des mouvements de jeunes Africains était le *Conseil de la Jeunesse de l'Union française*, organisme à dominante confessionnelle, lié au *Comité français des mouvements de jeunesse* et membre de l'*Assemblée mondiale de la Jeunesse* (W.A.Y.), réplique occidentale de la F.M.J.D. communiste, surtout anglo-saxonne et confessionnelle, et d'ailleurs de plus en plus « anticolonialiste » et hostile à la France.

L'histoire du *Conseil de la Jeunesse du Sénégal* est celle de l'éviction du C.J.U.F. et de la W.A.Y. au profit de la F.M.J.D. communiste.

3° Le R.J.D.A., branche jeune du R.D.A., était resté communisant, alors que le R.D.A. d'Houphouet-Boigny avait déjà abjuré le progressisme. Le R.J.D.A. est membre de la F.M.J.D.

Le *Conseil de la Jeunesse du Sénégal* comprenait donc, à sa fondation, la quasi-totalité des mouvements de jeunes existant dans le territoire, à l'exception de la C.G.T. et du R.J.D.A. — c'est-à-dire des progressistes. Son secrétaire général était Jean Diallo, ancien J.O.C. et sportif, depuis permanent C.F.T.C.

Le noyautage progressiste

L'infiltration fut le fait du R.J.D.A. Le « Conseil de la Jeunesse de l'Union française » ayant décidé de tenir en 1952 son congrès à Saint-Louis, le R.J.D.A., représenté par son président Paye Alioune, obtint de participer à la préparation du congrès aux côtés du C.J.S. Peu après, lors du congrès du C.J.S., une machination y fit entrer le R.J.D.A. Lors d'une séance truffée d'« observateurs » du R.J.D.A., le président de séance, acquis aux conjurés, proposa d'accorder le droit de vote aux observateurs comme aux délégués réguliers, « dans un but d'unité »... Intimidée, la salle accepta.

Les effets de ce coup de force ne tardèrent pas à se faire sentir : les progressistes vont à présent détacher le C.J.S. de ses liaisons françaises et occidentales : c'est le premier pas d'une manœuvre communiste classique.

Lors des journées de Dakar (11, 12 et 13 juillet 1953), le C.J.S. ainsi noyauté décide de « *ne s'affilier à aucune organisation à tendance nationale ou internationale* » (article 21 des nouveaux statuts). C'est la rupture avec le *Conseil de la Jeunesse de l'Union française* — donc avec la France et avec la W.A.Y., en gardant pourtant de nombreux contacts.

En même temps, les progressistes épurent peu à peu le C.J.S. des éléments susceptibles de les gêner. Ils suscitent notamment des querelles religieuses pour éliminer les catholiques — notamment le président et le secrétaire général. Ce dernier poste est désormais occupé par Diop Youssouf.

Enfin, c'est également en 1953 que Jacques Denis, alors secrétaire général de la *Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique* (communiste, siège à Budapest), voyage en Afrique et passe par Dakar. Les premiers contacts directs sont ainsi pris entre la F.M.J.D. et ceux qui noyautent le C.J.S. Ne faut-il pas reconnaître dans leur tactique et leurs slogans les conseils de Denis?

Nouvelles orientations et tentatives de défense

La nouvelle orientation du C.J.S. est bien marquée par la lettre suivante, publiée par le journal *Festival*, organe de propagande du comité préparatoire au festival communiste de Varsovie, dans son numéro du 1er mars 1955 (édition française) :

« *En ma qualité de secrétaire à l'organisation du Conseil de la Jeunesse du Sénégal, j'aurais grand plaisir à assister au V° Festival. Malheureusement, ce mouvement, qui groupe toute la jeunesse du Sénégal et qui s'était affilié à l'Assemblée mondiale de la Jeunesse, s'est retiré de cette organisation et est aujourd'hui autonome.*

« *C'est donc à titre personnel que je désirerais assister à ce Festival pour y tirer des leçons*

(*SUITE DE LA PAGE 5*)

autres pays libres sont entièrement inadéquats devant la colossale machine à subjuguer les esprits montée par le communisme soviétique,

Proposons que, de toute urgence :

1° L'O.T.A.N. crée dans son sein un département qui serve aux gouvernements des pays alliés d'état-major pour lutter contre la guerre que leur font les Soviets et, en outre, recommande que les Etats membres de l'O.T.A.N. créent, là où ils n'existent pas déjà, des organismes appropriés correspondants pour coopérer avec le nouveau département ;

2° Il soit créé, sur un autre plan, une organisation internationale et dont la mission serait de diffuser dans le public, à travers le monde entier, les éléments essentiels qui permettent de clarifier les jugements et d'outiller les esprits sur l'agression idéologique du communisme totalitaire et sur la valeur des régimes de liberté.

qui me permettront de mieux organiser la jeunesse du Sénégal. »

Signé : SALL OUMAR, secrétaire à l'organisation du *Conseil de la Jeunesse du Sénégal.*

Sall Oumar participera, selon son désir, au Festival de Varsovie, avec une quinzaine de représentants du C.J.S. Il y gagnera même le deuxième prix au concours culturel, prix qui consiste, comme par hasard, en un voyage à Pékin... Les communistes savent manier les hommes.

Contre ce noyautage envahissant, une résistance se desine. Des dirigeants catholiques entreprennent de regrouper les mouvements épargnés ou évincés.

Trois « *comités de coordination* » s'appuyant sur le *Conseil de la Jeunesse de l'Union française* voient le jour : à Dakar, à Saint-Louis et à Kaolack. On y trouve des mouvements socialistes et catholiques — sauf la J.O.C. qui reste au C.J.S.

C'est à ce moment que le communisme pouvait être enrayé. Il eût suffi d'un peu de prévoyance de la part de la métropole. Services officiels et intérêts privés, partis politiques et familles spirituelles sont restés sourds et aveugles devant la menace et l'occasion de la briser. Nous n'avons pas fini d'en supporter les conséquences.

Faute de soutien, les « *comités de coopération* » devront capituler et se fondre dans le regroupement que le C.J.S. est désormais assez fort pour proposer autour de ses propres idéaux.

Le Conseil fédéral de la Jeunesse

Cette expansion était préparée par un patient travail du R.J.D.A. pour constituer des *Unions des Jeunes* dans les autres territoires de l'A.O.F., évinçant peu à peu les « *comités de coopération* » de ces territoires. La première créée est l'« Union des jeunes du Soudan » à Bamako. C'est aussi à Bamako qu'est convoqué pour avril 1955 un congrès des comités de jeunes des divers territoires sur une initiative du C.J.S. à son congrès de Thiès (novembre 1954). Repoussé, le congrès se transforme en « journées d'études » en juillet de la même année, dans la même ville. Ainsi est créé le *Conseil fédéral de la Jeunesse* d'A.O.F. Tous les postes y sont attribués à des dignitaires du C.J.S. :

— Président : Kane Ali Bokar (président du C.J.S.);
— Secrétaire général : Diop Youssouf (secrétaire général du C.J.S.);
— Secrétaire administratif : Paye Alioune (di. du C.J.S.);
— Trésorier : Senghor Adrien (secrétaire administratif du C.J.S.).

Il ne reste plus désormais qu'à renforcer ce dispositif, à lui donner une base solide dans les territoires où il n'existe que sur le papier, à coiffer les mouvements restés en dehors. Ce sera le fruit d'un patient travail local, pour lequel il ne faut pas oublier que le « *Conseil fédéral* » est soutenu par des agitateurs de l'U.G.T.A.N. (syndicats ouvriers), de l'U.G.E.A.O. et de la F.E.A.N.F. (organisations d'étudiants qui — forts de leur prestige intellectuel — passent leurs vacances à endoctriner les jeunes de la brousse.

L'unité entre les mouvements de jeunes de chaque territoire est ainsi successivement réalisée sur les bases idéologiques du « *Conseil fédéral* » en février 1956 au Soudan, en décembre au Niger, en juin 1957 en Côte d'Ivoire, en août 1957 en Guinée, en octobre 1957 en Haute-Volta.

En août 1957, le « *Conseil fédéral* » n'a pas manqué de se faire représenter au congrès de la F.M.J.D. à Kiev. Son représentant Siss é Moussa rejeta, dans son discours, la responsabilité du rideau de fer sur les Occidentaux.

Le « Conseil de la Jeunesse d'Afrique »

Le second « *Conseil fédéral* » se tient à Abidjan les 3, 4 et 5 octobre 1957. Tous les thèmes communistes y sont repris dans les motions finales :

— Condamnation de la communauté franco-africaine.
— Condamnation du Marché commun.
— Mot d'ordre d'indépendance immédiate.
— Soutien des rébellions d'Algérie et du Cameroun.
— Soutien des « comités de paix », etc.

Le *Conseil de la jeunesse du Dahomey* et le *Conseil de la Jeunesse de la Côte d'Ivoire,* venus en observateurs, adhèrent au *Conseil fédéral,* qui prend désormais le nom de *Conseil de la Jeunesse d'Afrique.* Voici le bureau élu à cette occasion, où les postes-clés restent aux mains des Sénégalais progressistes :

— Président : Kane Ali Bokar.
— Premier vice-président : Tibou Tounkara (Guinée).
— Deuxième vice-président : Ebanitchie Edouard (Côte d'Ivoire).
— Troisième vice-président : Agboton Ambroise (Dahomey).
— Secrétaire général : Diop Youssouf.
— Premier adjoint : Paye Alioune.
— Deuxième adjoint : Ould Taki (Mauritanie).
— Trésorier : Dembelle Bella (Soudan).
— Trésorier adjoint : Senghor Adrien.
— Responsable de la presse : Yoro Diarra (Guinée).
— Deuxième responsable de la presse : Adoum Assi (Côte d'Ivoire).

Paye Alioune est devenu, dans l'intervalle, membre du comité exécutif de la F.M.J.D. communiste. On retrouve, d'autre part, Dembelle Bela dans le « Comité préparatoire international du Festival communiste de Moscou ».

Le *Conseil de la Jeunesse d'Afrique* comportera désormais une *commission permanente,* siégeant à Dakar, et qui détient pratiquement la direction du mouvement. On ne sera pas surpris d'y retrouver :

Kane Ali Bokar,
Diop Youssouf,
Paye Alioune,
Senghor Adrien,
Adoum Assi.

Au total, soit quatre Sénégalais progressistes sur cinq. Les deux premiers seront les principaux organisateurs du Festival de la Jeunesse d'Afrique à Bamako (2-12 septembre 1958). En effet, les structures étant en place, les communistes peuvent à présent passer à la troisième étape : celle des manifestations.

Cette étude ne vise pas à être exhaustive. Elle souffrirait toutefois d'une grave lacune si nous ne soulignions pas l'effarant aveuglement de la haute administration qui refuse de voir le danger et qui fournit longtemps d'importants subsides à des organisations qui préparaient la voie au communisme en Afrique.

L'Afrique portugaise et l'U.R.S.S.

Comparée à ce qui se passe dans d'autres territoires de l'Afrique, la pénétration communiste dans les provinces portugaises du continent africain a été, jusqu'à présent, fort réduite. Il est certain cependant que l'Angola et la Mozambique intéressent la propagande soviétique. Les africanistes d'U.R.S.S. ont signalé à plusieurs reprises dans leurs études et articles (voir *Kommounist*, n° 17-1958, et *Sovremennyi Vostok*, n° 3-1959) les « *conditions inhumaines dans lesquelles vivent les indigènes de l'Afrique portugaise* ». De son côté, Radio-Moscou, dans ses émissions vers l'Afrique, a lancé plus d'une fois, soit en portugais soit dans des dialectes africains, de véritables appels à la violence. Enfin, en Mozambique, on a arrêté des porteurs de tracts et de proclamations visiblement inspirés et même parfois rédigés par le P.C. portugais. A son tour, la *Pravda* (8 juin 1959) vient de publier une importante étude de Joachim Dos Santos, « *écrivain angolais* », intitulée « *La tragédie de l'Angola* ». Dans la première partie de son article, Dos Santos fait le procès de la colonisation portugaise en Angola. Viennent ensuite des précisions sur les organisations illégales, à caractère nationaliste, créées dans le pays.

« *En* 1954, écrit Dos Santos, *est né le parti* « Union des peuples de l'Angola du Nord ». *Il vécut d'abord dans la clandestinité dans le nord du pays, mais l'aspiration à la liberté était forte partout, et bientôt le parti fut reconnu par le peuple de tout l'Angola. En* 1958, *il fut rebaptisé en* « Union des peuples d'Angola » *et proclama la lutte des masses populaires.*

« *Le parti avance les revendications suivantes : indépendance complète et immédiate de l'Angola; renforcement de la solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie; liquidation de la discrimination raciale et de l'exploitation inhumaine; rétablissement de la dignité et de l'honneur du peuple d'Angola.*

« *Il est tout naturel que le parti ait une existence illégale et que beaucoup de ses dirigeants soient obligés de vivre dans l'émigration. Les colonisateurs portugais répriment impitoyablement toute manifestation du mouvement de libération nationale. Qui sait combien de nos patriotes ont péri ou pourrissent encore vivants dans des camps de concentration tels que Forte Rossadas, Baya dos Tigres, Sylva Forto, Cap Vert, Fos de Quenene et autres!*

« *Il n'y a pas longtemps, l'Angola a reçu la visite d'une mission gouvernementale du Ghana. C'était un événement sans précédent, car les Portugais ont fermé hermétiquement les frontières de l'Angola et n'y laissent même pas entrer les habitants des Etats africains voisins. La mission du Ghana fut accueillie chaleureusement par le peuple de l'Angola qui voyait dans sa visite un acte de solidarité fraternelle. La mission partie, une vague d'arrestations suivit aussitôt parmi les personnes qui avaient accueilli les membres de la mission. Nous ne savons toujours pas où ont été emmenés nos dirigeants arrêtés, Issias Kamatouké, Alfredo Bonga, Laurerio Secheira et leurs familles, quel sort horrible ils ont subi.*

« *Les répressions ne peuvent briser le patriotisme du peuple d'Angola. En août* 1958, *un remarquable document a paru, le « Manifeste africain », qui condamne violemment la domination des Portugais en Angola et appelle le peuple à se lever pour défendre sa dignité nationale et le droit à l'autodétermination. Le manifeste fut accueilli chaleureusement par la population de notre pays, bien qu'il eût été diffusé secrètement, de la main à la main...* »

Dos Santos conclut par ces mots :

« *Le peuple de l'Angola ne cessera pas la lutte. Nous croyons à la solidarité et à l'aide des peuples frères d'Afrique, de tous les peuples du monde épris de liberté.* »

Le fait que cette étude a été publiée dans la *Pravda* prouve que des liens étroits existent déjà entre Moscou et les dirigeants de l'« *Union des peuples de l'Angola* ». Il faut rappeler également qu'à la dernière conférence d'Accra (décembre 1958), l'Angola fut représenté par un délégué qui avouait officiellement que lui et ses compagnons arrivaient du Cameroun où ils avaient passé plusieurs mois dans le maquis de la Sanaga maritime, en compagnie des rebelles de l'U.P.C., organisation crypto-communiste camerounaise.

Déclarations de Sylvanus Olympio, premier ministre du Togo, à la "Pravda"

Les territoires sous tutelle du continent africain qui doivent accéder à l'indépendance l'année prochaine, tels le Cameroun, le Togo et la Somalie italienne, intéressent tout particulièrement les dirigeants de l'U.R.S.S. Dans les nombreuses études qu'il a consacrées à l'Afrique, le professeur Potekhine, africaniste soviétique n° 1, n'a cessé de souligner l'importance politique et stratégique de ces Etats.

Sous le titre « *Le peuple togolais dans sa lutte pour l'indépendance* », la *Pravda* (8 mai 1959) a publié un long article sur le Togo qui constitue une sorte de réquisitoire démagogique contre la façon dont la France a exercé son mandat dans ce pays depuis 1920. D'autre part, Sylvanus Olympio, premier ministre du Togo, n'a pas hésité à accorder une interview à O. Orestov, correspondant de la *Pravda* à Lomé, dont voici l'essentiel :

« *L'indépendance du pays sera proclamée le* 27 *avril* 1960. *Cette date correspond au deuxième anniversaire des élections générales qui marquèrent la victoire des forces progressives. Pourquoi l'indépendance n'est-elle pas proclamée immédiatement? Je vais essayer de vous répondre.*

« *Le précédent gouvernement a tout fait pour transformer le Togo en une partie intégrante de ce que l'on appelle la « Communauté française ». Il a lié de plus en plus étroitement le pays à la France. Notre budget dépend des subsides français, notre argent est déposé dans des banques françaises. Tous les postes administratifs importants sont aux mains des Français, nous n'avons même pas un seul juge togolais.*

« *En outre, l'administration française dirige toujours nos affaires étrangères, nos finances et notre armée. Je ne peux même pas correspondre avec le gouvernement du Ghana. Je dois le faire par le truchement du haut-commissaire français. Le représentant des Nations Unies, venu d'Accra, n'a pas pu ouvrir avec moi des négociations.*

« *Mais nous modifierons tout cela, absolument*

La défaite socialo-communiste en Sicile

DEPUIS plusieurs semaines la vie politique italienne était dominée par l'attente des élections au Parlement de la région autonome de Sicile. L'enjeu était important. En effet, en octobre 1958 une grave crise secoua la démocratie italienne en Sicile. Une partie des cadres se révolta contre les méthodes sévères du secrétaire général de la D.C., Amintore Fanfani, à l'époque président du Conseil de la République. Cette révolte aboutit à une sécession menée par Silvio Milazzo, gros propriétaire terrien, ambitieux et démagogue. Milazzo devint ainsi le chef d'un nouveau parti catholique, particulariste sicilien.

L'occasion était ainsi donnée aux socialo-communistes d'affaiblir la D.C. et d'essayer de s'emparer du gouvernement régional sicilien en soutenant Milazzo. En effet, Milazzo se maintint président de la région grâce à une coalition de tous les partis d'opposition : M.S.I., monarchistes, socialistes nenniens et communistes. Cette coalition eut pour conséquence une réorientation de la politique régionale du P.S.I. et du P.C.I. qui se mirent partout à soutenir les mouvements autonomistes qu'ils avaient auparavant combattus. Cette politique leur permit d'entrer dans le gouvernement de la région autonome du Val d'Aoste (cf. *Est & Ouest* n° 217). Aussi les élections siciliennes étaient précédées d'une campagne électorale d'une exceptionnelle intensité.

Tous les hommes politiques importants se rendirent dans l'île. Le Saint-Office condamna explicitement les hommes acceptant le soutien des socialo-communistes, prenant ouvertement parti contre Milazzo et son Union sicilienne chrétienne sociale. Le cardinal archevêque de Palerme se jeta dans la mêlée en faveur de la démocratie chrétienne orthodoxe contre les schismatiques. Les socialo-communistes (surtout le P.C.I.) contre-attaquèrent. Togliatti, à Palerme (le 1er juin 1959), alla jusqu'à proclamer que monarchistes et M.S.I. étaient en Sicile « *des forces saines de droite luttant pour l'autonomie* ». L'opération « Milazzo » était destinée à briser la D.C. et à lancer avec les catholiques schismatiques cette « ouverture à gauche » qui doit permettre un gouvernement de coalition socialo-chrétien appuyé sur les communistes : pour cela, rien n'était trop cher. De puissants intérêts locaux et de clan se déchaînèrent. Bref : la bataille était aux proportions de l'enjeu. Elle fut menée sans ménagements. Des élections régionales prirent l'allure d'un test décisif pour le gouvernement démochrétien de Rome, pour le parti de majorité au pouvoir, pour l'Eglise, pour les socialo-communistes qui partaient bruyamment vainqueurs.

Le vote eu lieu le 7 juin 1959...

L'importance du scrutin est telle qu'une analyse poussée des résultats s'impose.

Depuis l'institution du régime d'autonomie, la Sicile a connu trois législatures : 1947-1951, 1951-1955 et 1955-1959. Le Parlement sicilien se compose de 90 députés élus par provinces.

La troisième législature était composée au début de 37 démocrates chrétiens, 20 communistes, 10 socialistes, 9 monarchistes nationaux, 8 M.S.I., 3 libéraux, 1 monarchiste populaire et 2 sociaux-démocrates. Après trois gouvernements de centre, Milazzo forma le gouvernement actuel (en place jusqu'au 7 juillet 1959) hétéroclite (dissidents D.C., P.C.I., P.S.I., monarchistes, M.S.I.) et les députés se répartirent en 32 démocrates chrétiens, 19 communistes, 10 socialistes, 7 libéraux, 7 M.S.I., 6 catholiques dissidents, 5 monarchistes nationaux, 2 sociaux-démocrates et 2 indépendants. L'avenir du gouvernement va dépendre du moindre déplacement de siège.

(Suite au verso.)

---

tout. Nous avons l'intention, tout d'abord, de refuser les subsides français. Cette année, l'aide de la France a diminué de moitié, et en 1960 *nous ne prendrons plus rien. Il faudra quelque peu se serrer la ceinture, diminuer les dépenses et augmenter les impôts. Mais nous y arriverons. Il ne faut pas oublier que les colonisateurs ne nous donnaient de l'argent que pour que nous fournissions à l'industrie française des matières premières et pour que nous n'achetions que des produits français. Les intérêts de notre pays ne les inquiétaient guère. A présent, nous allons faire le commerce avec tout le monde.*

« *Nous pensons liquider l'armée, d'autant plus que dans cette armée maintenue par les Français au Togo, il n'y a pas de Togolais. Pour nous préserver d'une éventuelle agression, nous voulons demander la garantie de l'O.N.U., et l'argent qui aurait servi à l'armement sera dépensé dans des buts pacifiques.*

« *En ce qui concerne la politique étrangère de la République du Togo, nous allons nous en tenir à la neutralité et défendre activement la cause de la paix. Après l'accès à l'indépendance, nous discuterons également de la question de notre participation à une Fédération de l'Afrique occidentale.* »

Orestov demanda alors au premier ministre si, par l'entremise de la *Pravda*, il ne désirait pas faire une déclaration au peuple soviétique.

« *Durant douze ans,* répondit S. Olympio, *tous les représentants soviétiques à l'O.N.U. ont, sans aucune hésitation, soutenu les revendications du peuple togolais réclamant son indépendance. L'attitude soviétique n'a jamais changé, comme ce fut le cas, par exemple, des délégués américains. Par moment, ceux-ci nous ont soutenu, mais à d'autres occasions, ils ont adopté des positions qui étaient uniquement favorables à leurs partenaires du bloc militaire. A plusieurs reprises, ils ont même évité de me rencontrer. Sans doute étaient-ils gênés de regarder droit dans les yeux le représentant du Togo.*

« *Le peuple togolais,* conclut le premier ministre, *n'oubliera jamais le soutien que l'Union soviétique lui a accordé durant sa lutte pour l'indépendance. Nous sommes profondément reconnaissants au peuple soviétique. Et, bien entendu, nous attendons l'établissement avec l'U.R.S.S. de relations diplomatiques amicales.* »

Orestov écrit ensuite qu'il a été convaincu de la sincérité des sentiments du peuple togolais à l'égard de l'U.R.S.S. lors de ses conversations avec de nombreux dirigeants du Togo.

« *Il y a quelque temps,* note-t-il, *les intellectuels de Lomé ont créé une « Association de relations culturelles » avec les pays étrangers qui se compose de plusieurs comités. L'un des premiers fondés fut le comité « Togo-U.R.S.S. ». Au cours d'un entretien avec le président de l'Association (il s'agit du vieux leader politique Savi de Tové, président du Parlement du Togo, qui, à l'heure actuelle, étudie fébrilement la langue russe), celui-ci m'a exprimé le souhait de voir s'établir le plus rapidement possible des relations étroites entre l'Association et les responsables culturels de l'Union soviétique.* »

Lorsqu'on sait que l'un des moyens de pénétration et de subversion communistes en Afrique noire se fait précisément par le biais des relations culturelles, on ne peut s'empêcher de craindre le pire en lisant les déclarations faites par Sylvanus Olympio et Savi de Tové au correspondant de la *Pravda*.

I. — LES RESULTATS EN CHIFFRES ABSOLUS (1)

(Arrondis à mille)

	1953	1955	1958	1959
D.C.	832.000	897.000	1.080.000	937.000
U.S.C.S. (Milazzo)	—	—	—	257.000
(D.C. + U.S.C.S.)	(832.000)	(897.000)	(1.080.000)	(1.194.000)
P.L.I.	106.000	105.000 *(a)*	142.000	91.000
P.R.I.	38.000	24.000	28.000 *(b)*	8.000
P.S.D.I.	56.000	48.000 *(c)*	71.000	52.000
P.N.M.	264.000	239.000	105.000	—
P.M.P.	—	56.000	85.000	—
P.D.I. = P.N.M. + P.M.P.	(264.000)	(295.000)	(190.000)	115.000
M.S.I.	268.000	222.000	173.000	183.000
P.S.I.	170.000	245.000 *(d)*	272.000	237.000
P.C.I.	498.000	483.000	551.000	517.000 *(e)*
(P.S.I. + P.C.I.)	(668.000)	(728.000)	(823.000)	(754.000)
Divers autonomes	51.000	5.000	8.000	28.000
	2.283.000	2.324.000	2.515.000	2.423.000

(a) P.L.I. + libéraux siciliens.
(b) Alliance P.R.I. et radicaux.
(c) Alliance P.S.D.I. et P.R.I.
(d) P.S.I. + Union socialiste italienne.
(e) P.C.I. + communistes « autonomes ».

(1) 1953, élections législatives; 1955, élections régionales; 1958, élections législatives; 1959, élections régionales.

II. — LES VARIATIONS DES CHIFFRES ABSOLUS

	1955	1958	1959
D.C.	+ 65.000	+ 183.000	— 143.000
U.S.C.S.	—	—	+ 257.000
(D.C. + U.S.C.S.)	(+ 65.000)	(+ 183.000)	(+ 114.000)
P.L.I.	— 1.000	+ 37.000	— 51.000
P.R.I.	— 14.000	+ 4.000	— 20.000
P.S.D.I.	— 8.000	+ 23.000	— 19.000
P.N.M.	— 25.000	— 134.000	—
P.M.P.	+ 56.000	+ 29.000	—
P.D.I. = P.N.M. + P.M.P.	(+ 31.000)	(— 105.000)	— 75.000
M.S.I.	— 46.000	— 49.000	+ 10.000
P.S.I.	+ 75.000	+ 27.000	— 35.000
P.C.I.	— 15.000	+ 68.000	— 34.000
(P.C.I. + P.S.I.)	*(+ 60.000)*	*(+ 95.000)*	*(— 69.000)*
Divers autonomes	— 46.000	+ 3.000	+ 20.000
	+ 41.000	+ 191.000	— 92.000

III. — LES RESULTATS EN POURCENTAGES

	1953	1955	1958	1959
D.C.	36,4	38,6	42,9	38,7
U.S.C.S.	—	—	—	10,6
(D.C. + U.S.C.S.)	(36,4)	(38,6)	(42,9)	(49,3)
P.L.I.	4,6	4,5	5,7	3,7
P.R.I.	1,6	1	1,1	0,3
P.S.D.I.	2,5	2,1	2,3	2,2
P.N.M.	11,6	10,3	4,2	—
P.M.P.	—	2,4	3,4	—
P.D.I. = P.N.M. + P.M.P.	(11,6)	(12,7)	(7,6)	4,7
M.S.I.	11,7	9,6	6,9	7,6
P.S.I.	7,4	10,5	10,8	9,8
P.C.I.	21,8	20,8	21,9	21,3
(P.C.I. + P.S.I.)	(29,2)	(31,3)	(32,7)	(31,1)
Divers autonomes	2,4	0,2	0,3	1,1

Ces trois tableaux vont permettre d'apprécier la portée réelle de la consultation populaire sicilienne.

La démocratie chrétienne.

Malgré la scission, la D.C. améliore tant en voix qu'en pourcentage sa position par rapport aux élections régionales précédentes. Elle remporte 34 sièges. Dans les provinces de Raguse et de Messine elle dépasse même le niveau atteint aux élections législatives de 1958 au détriment des libéraux et des monarchistes. Dans les provinces de Catane, d'Agrigente, de Trapani et d'Enne elle recule par rapport à 1955. Depuis 1947, elle a plus que doublé le nombre de ses voix (1947, élections régionales : 400.000 voix). En fait, la scission a coûté en pourcentage relatif à la D.C. à peine 10 % de son effectif.

L'Union chrétienne sociale.

Les schismatiques catholiques, *nullement assimilables à des chrétiens progressistes* mais plutôt à des « poujadistes » catholiques et particularistes, remportent 9 sièges au détriment des monarchistes à Palerme (3 sièges), des monarchistes, M.S.I. et démochrétiens à Catane (2 sièges), des monarchistes à Messine (1 siège), des démochrétiens à Agrigente (1 siège), des monarchistes et des démochrétiens à Trapani. La clientèle de Milazzo se révèle donc typiquement de centre droit.

L'ensemble des partis catholiques.

Le schisme sicilien étant avant tout une question de personnes, il y a de nombreux indices d'un retour plus ou moins rapide des chrétiens sociaux au bercail démochrétien. Dans cette éventualité, le bloc catholique sort grand vainqueur du scrutin du 7 juin : *jamais en Sicile les chrétiens n'ont été aussi forts,* en chiffres absolus et en pourcentage. Avec 49,3 % des voix, ils frisent la majorité absolue (qu'ils remportent dans les provinces de Palerme, de Catane) et dépassent même le pourcentage moyen le plus fort obtenu depuis l'institution de la République par la D.C. au raz-de-marée catholique de 1948 (48,5 %).

Le Parti libéral.

Perd du terrain par rapport aux trois scrutins précédents et ne compte plus que deux députés. Ce parti, naguère si important en Sicile (1947 : 325.000 voix), se meurt lentement.

Le Parti républicain.

Ce parti ne présenta de listes propres que dans les provinces de Palerme et de Messine : pratiquement, il a disparu.

Le Parti social-démocrate.

Ne récolte plus qu'un siège, mais améliore ses effectifs par rapport à 1955. Il représente encore une certaine importance dans les provinces de Palerme, de Messine et de Syracuse.

Les monarchistes (le Parti démocratique).

Après son maximum atteint en 1955, le mouvement monarchiste ayant abandonné son nom et ayant mal surmonté la précédente scission en monarchistes nationaux et monarchistes populaires (P.N.M. et P.M.P.) est le grand vaincu du scrutin. Il ne compte plus que trois députés et est littéralement écrasé à Palerme. Ses éléments « alimentaires » (l'ancienne clientèle du P,M,P,) ont quitté Lauro pour Milazzo ; d'autres sont allés combler au sein de la D.C. les défections des schismatiques.

APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI

Le M.S.I.

Le mouvement social italien dépasse un peu ses effectifs de 1958 et maintient le nombre de ses députés (neuf). Il devient la principale formation politique de la droite, recueillant lui aussi les dépouilles des monarchistes.

En général, le scrutin sicilien semble indiquer une bipolarisation de l'électorat : catholiques/marxistes, la droite (P.L.I., P.D.I. et M.S.I.) restant dispersée et le centre gauche disparaissant de la scène politique... Quoi qu'il en soit, l'ambiance particulière de la Sicile porte les masses à céder aux extrêmes ou à devenir clientèle.

Les socialistes maximalistes.

Le P.S.I. régresse tant par rapport à 1958 qu'à 1955 et revient à sa position de 1946 (élections à la Constituante, 234.000 voix) longtemps avant la scission des socialistes démocratiques — cela malgré l'absorption définitive de l'Union socialiste qui lui apporta environ 50.000 voix en 1955. Le P.S.I. gagne néanmoins un siège et en détient maintenant onze. Les prétentions de Pietro Nenni de faire de son parti une force d'alternative sur l'échiquier politique italien ont échoué en Sicile.

Les communistes.

Le P.C.I. recule nettement par rapport aux élections de 1958 mais gagne un siège (21 députés). En fait, les choses se passèrent ainsi : la liste P.C.I. perdit deux députés et en gagna un. Mais, voulant profiter d'une nouvelle loi électorale distribuant des sièges au plus fort reste, le P.C.I. présenta des listes dites « Autonomia comunista » (appellation doublement ambiguë : du point de vue communiste et du point de vue séparatiste sicilien) dans certaines provinces, ce qui lui valut deux sièges de plus. Malgré cette manœuvre, le P.C.I. voit reculer ses effectifs de 6,2 % (— 34.000) — fait d'autant plus remarquable que le P.C.I. n'avait pas hésité à inonder littéralement l'île d'agitateurs « autonomistes », « chrétiens libres », « non communistes mais admirateurs objectifs », etc. Le « raz-de-marée » communiste n'a pas eu lieu... et s'est même transformé en défaite. La thèse communiste qu'il y a victoire parce qu'il a progressé par rapport aux élections régionales de 1955 peut être rejetée : nul autre parti n'a fait autant pour conférer aux élections régionales de 1959 le caractère d'une consultation populaire exclusivement politique. Il n'en reste pas moins que 517.000 voix représentent un effrayant progrès par rapport aux 151.000 voix de 1946...

Le bloc socialo-communiste.

En 1946, le P.S.I. eut 234.000 voix et le P.C.I. 151.000 voix. Aux élections régionales de 1947, l'alliance P.S.I./P.C.I. dite bloc du peuple remporta 592.000 voix, progressant de 207.000 voix par rapport à 1946. Aux élections législatives de 1948, le bloc du peuple totalisa 464.000 voix (recul de 128.000 voix) — à l'époque le P.S.D.I. atteignit son maximum avec 109.000 voix. Aux élections régionales de 1951, le bloc socialo-communiste eut 645.000 voix (il avança de 181.000 voix). Depuis 1948, somme toute, les socialo-communistes avançaient sans arrêt jusqu'en 1958 où ils atteignirent leur maximum avec 823.000 suffrages, soit 32,7 % des voix (36,9 % dans toute l'Italie). En 1959, des artifices de comptage des voix ont permis aux socialo-communistes de gagner deux sièges (32 au lieu de 30 sur 90), mais ils perdirent avec 69.000 voix 8,3 % de leurs effectifs globaux et ne représentent plus que 31,1 % des électeurs — soit même moins qu'en 1955. Reculer quand on s'attend à avancer, *cela s'appelle être battu.* Dans aucune province les socialo-communistes ne remportent la majorité absolue.

A. DORMONT.

Khrouchtchev signe son discours secret

DISCOURANT devant le IIIe Congrès des écrivains de l'U.R.S.S., le 22 mai dernier, Khrouchtchev ne s'est pas gêné pour faire allusion à son discours secret au XXe Congrès du Parti dans les termes suivants :

« Est-ce que quelqu'un nous a forcés de faire au XXe Congrès le rapport sur le culte de la personnalité et ses conséquences, de dévoiler les insuffisances (*sic*) admises en liaison avec ce phénomène? Est-ce que quelqu'un a dû nous prendre par la peau du cou pour nous obliger à convoquer toute une série de Plenums du Comité central du Parti où nous avons impitoyablement révélé nos défauts et les avons condamnés de toutes nos forces, indiqué et confirmé les mesures à prendre pour les éliminer, frayé des voies nouvelles? Personne. Si nous n'étions pas des léninistes, des bolcheviks, nous aurions pu facilement recouvrir tout cela de vernis, représenter le passé comme de la nouveauté et de la fraîcheur, ne pas préciser les fautes du passé, ne pas montrer le mal qu'elles ont causé. Mais non. Nous avons parlé des défauts du passé, mis à nu les fautes du passé afin de fixer l'attention des gens sur la réalité nouvelle. Afin de ne pas tolérer la répétition des lourdes fautes du passé, il fallait découvrir à fond les défauts qui ont eu lieu, afin que la sensation du ranci provoque le dégoût envers ce qui est dépassé. Le Parti a fait cela afin de libérer les forces créatrices du peuple, ouvrir la voie à du nouveau, réaliser ce que le grand Lénine nous a prescrit et mener le pays en avant à la léninisme, vers le communisme. » (*)

Ainsi, Khrouchtchev se reconnaît publiquement et se félicite d'être l'auteur du rapport secret qu'il avait dénoncé comme faux, comme l'œuvre des services spéciaux américains de M. Allen Dulles, et que le State Department de Washington a divulgué après avoir vérifié l'authenticité du document transmis par les communistes opposants polonais. Ce n'est pas la première impudente palinodie dont le « premier secrétaire » se rende coupable. Il n'y a pas là de quoi s'étonner et il n'y a pas lieu de s'y attarder : il suffit de prendre acte de l'aveu qui confirme l'authenticité du discours secret reproduit par nous après le *New York Times*, l'*Observer*, le *Monde* et tant d'autres organes de presse.

Mais les quelques lignes de Khrouchtchev citées valent de retenir l'attention pour d'autres raisons. Elles confirment en effet pleinement notre interprétation exprimée plusieurs fois ici-même et dans le *Contrat social* sur deux points essentiels, trop longtemps controversés entre spécialistes des questions soviétiques et pseudo-spécialistes : 1° Khrouchtchev a-t-il prononcé en son nom personnel le fameux rapport? 2° Quelle ou quelles raisons a ou ont motivé ce fait exceptionnel, unique dans les annales du Parti?

Nous avons toujours dit, répété, expliqué, qu'une intervention personnelle dans un congrès du Parti, une intervention *proprio motu*, cela n'existe pas, ne peut pas exister, depuis que Staline a exterminé, supplicié les contradicteurs qui, rivalisant d'orthodoxie « léninisme » avec lui, se sont risqués à formuler leurs nuances d'opinion. Encore ces malheureux s'y étaient-ils risqués *avec l'autorisation du Politburo*, lequel constitue le noyau du Presidium du Congrès. Nul ne prend la parole dans une assemblée du Parti sans décision et instructions précises des dirigeants, c'est-à-dire du Politburo hier, du Presidium aujourd'hui, qui se confond avec le Presidium du Congrès. Cette règle ne souffre pas d'exception. Toute supposition contraire trahit l'ignorance ou l'absence de scrupules de celui qui l'avance.

Khrouchtchev a donc prononcé son discours secret, a déballé le linge sale et sanglant du Parti au nom du Presidium, du Comité central, de la « direction collective ». Dès le premier jour, cela ne faisait pas l'ombre d'un doute pour les initiés, quelles que fussent les hypothèses divagantes des profanes. On n'a pas tardé à savoir que la direction collective n'était pas unanime, que plusieurs de ses membres et non des moindres craignaient les conséquences de l'opération et auraient voulu l'empêcher. Mais le comble de l'absurde a été de classer les uns en « staliniens » ou « durs », les autres en « libéraux » ou « mous ». Tous étaient et sont des staliniens, aussi durs les uns que les autres, tous étaient épouvantés et écœurés des crimes *inutiles* de leur chef défunt, tous avaient tremblé pour leur peau et craint le pire, aucun n'était dupe de la légende insensée dont ils furent tous les artisans pour glorifier une brute immonde dans l'espoir de lui survivre. Mais le désaccord a évidemment porté sur les avantages et les inconvénients qui résulteraient de la cure de vérité (à petites doses) administrée au Parti. La majorité ayant décidé de franchir le pas, Khrouchtchev a parlé en son nom (à elle), et même au nom de toute la direction collective.

Car telle est la règle : en cas de désaccord, la minorité doit s'incliner et faire sienne la décision prise. On sait que ladite règle a d'ailleurs été observée jusqu'au jour où le trio Malenkov, Kaganovitch et Molotov a jugé le moment propice à l'éviction de Khrouchtchev (hors du secrétariat). La majorité du Presidium s'est heurtée à la majorité du Comité central, d'où le renversement des rôles et l'éviction du groupe soi-disant « anti-parti » (lire : anti-Khrouchtchev). Mais pour en revenir au XXe Congrès, il était absolument exclu que Mikoïan d'abord, Anna Pankratova ensuite, Khrouchtchev enfin, aient entrepris de déboulonner Staline sans *obéir aux ordres précis* de la direction. Les deux premiers n'ont pas dit grand-chose, ils ont préparé le terrain, l'atmosphère, ils ont pour la première fois violé le tabou, mis en cause le dogme de l'infaillibilité stalinienne, et les congressistes ne pouvaient ignorer que cela venait du « sommet ». Khrouchtchev a porté le grand coup en révélant une certaine partie des atrocités et des particularités pathologiques de Staline.

Dans son récent discours aux écrivains, Khrouchtchev confirme donc tout ce qui précède, il dit « nous » à propos du rapport sur le « culte de la personnalité » (lire : sur les crimes de Staline), ce qui signifie bien, s'adressant à un auditoire très averti : vous savez que j'ai parlé en tant que porte-parole de la direction. Et de même que le présent Bulletin l'a déjà fait observer, Khrouchtchev rappelle la série exceptionnelle de sessions du Comité central qui prouve la réalité de la « direction collective » dont il est le prolixe interprète. En même temps, il va confirmer notre explication très simple quant aux motifs qui ont poussé les dirigeants à décharger quelque peu leur conscience et à rendre Staline responsable des maux qui affligent le pays et le régime.

Il fallait, dit Khrouchtchev, dégoûter les gens de ce qu'ils avaient supporté jusqu'alors et « libé-

(*) *Literatournaïa Gazeta*, 24 mai 1959. Nous avons amélioré un peu le jargon de Khrouchtchev en le traduisant, mais il était impossible de faire de son mauvais russe du bon français, à moins de le récrire d'un bout à l'autre.

rer les forces créatrices du peuple ». En termes plus clairs et explicites, il fallait secouer le Parti abruti par la terreur, devenu incapable d'initiative, n'ayant plus cœur à l'ouvrage, craignant les responsabilités, bref, rendu passif et stérile sous la tyrannie de Staline. Il fallait rassurer les cadres pour rassurer le peuple, leur inspirer quelque confiance dans les promesses du pouvoir, les inciter à se remettre au travail avec l'espoir d'une amélioration de leur sort. C'était, en effet, la seule explication possible et nous n'avons pas attendu les paroles alambiquées de Khrouchtchev pour la donner. Mais ces paroles impliquent une preuve supplémentaire à l'appui de notre version soutenue contre toutes sortes de « soviétologues » et « kremlinologistes » en délire.

En effet, le discours secret de Khrouchtchev a eu à l'étranger les conséquences que le soi-disant « groupe antiparti » voulait éviter. Si la population de l'U.R.S.S. est restée passive, encore incapable de réagir après tant de saignées (sauf en Géorgie où le déboulonnage de Staline a servi de prétexte aux manifestations nationalistes anti-russes de Tiflis), les répercussions ont été autrement sérieuses en Pologne et en Hongrie. Il ne faut pas oublier que le discours secret fut seulement communiqué oralement, et parfois abrégé, dans les cellules du Parti en U.R.S.S. où il n'existe pas sous forme imprimée, tandis que sa diffusion a été plus large dans les pays satellites en question où, en outre, les populations n'avaient pas subi vingt-cinq ans de terreur stalinienne. Or, les « soviétologues » et « kremlinologistes » qui, dans leur ignorance, tenaient le discours secret de Khrouchtchev pour une initiative personnelle ont prédit que les insurrections populaires de Hongrie et de Pologne allaient coûter à Khrouchtchev sa situation, lui valoir à bref délai sa disgrâce.

Rien de tel ne s'est produit ni ne pouvait se produire, pour l'excellente raison que Khrouchtchev n'a pas pris, n'a pu prendre d'initiative personnelle et que la responsabilité du discours secret, donc des troubles politiques et sociaux qu'il a suscités ou favorisés, était partagée par la « direction collective » dont l'orateur du XXe Congrès n'avait été que le mandataire. Et les récentes paroles de Khrouchtchev adressées aux écrivains soviétiques ont une implication très nette : il fallait sortir le Parti de sa torpeur, tirer le pays soviétique de son apathie, et quel que soit le prix payé à la suite du « rapport sur le culte de la personnalité », il valait la peine de faire ce rapport, « nous » avons eu raison de nous y résoudre, car il importait de « libérer les forces créatrices du peuple » afin de rompre avec le passé, afin d'avancer « vers le communisme » (tel que Khrouchtchev et sa clique le comprennent, certes). Le groupe « antiparti » qui avait pressenti les dangers de l'opération a eu tort d'avoir raison sur ce point, Khrouchtchev a eu raison d'avoir tort puisqu'il s'agit essentiellement, en toutes circonstances, d'appartenir à la majorité de la direction collective, qu'elle ait tort ou raison, et pour qui le bilan de l'opération est positif, malgré le sang versé en Hongrie, malgré la réprobation universelle vite estompée dans le souvenir.

Le Parti étant infaillible, en tant que dépositaire de la pensée de Lénine, surtout en tant que maître absolu de « l'appareil » administratif et policier, son Comité central ne peut pas se tromper et par conséquent son Presidium ainsi que son secrétariat détiennent la science infuse. Quant au Congrès, il n'y a pas le moindre exemple qu'il ait commis la moindre erreur. Donc la décision d'en finir avec le mythe de Staline était juste. Elle a été réalisée au moyen du discours secret de Khrouchtchev, non sans les dommages que l'on sait, mais celui qui exécute une décision prise en commun est exempt de tout reproche et, tout compte fait, l'opération s'avère bénéfique puisque l'ordre règne à Varsovie et à Budapest, puisque la situation s'est plutôt améliorée en U.R.S.S. depuis la mort de Staline, puisque ceux qui voient les choses ainsi sont au pouvoir tandis que les récalcitrants sont mis au rancart. Inutile de tuer des gens inoffensifs qui peuvent encore servir à des besognes obscures; la démence sanguinaire de Staline a bien failli conduire le régime à sa perte, mais les épigones ne sont pas fous et ils préfèrent vivre en laissant vivre sans rien lâcher d'essentiel en matière de dictature. L'inertie des démocraties occidentales ne pose à Moscou aucun problème, au contraire. Dans ces conditions, Khrouchtchev peut se moquer du qu'en dira-t-on et authentifier le rapport secret qu'il avait attribué aux talents des services d'Allen Dulles. Il n'a cure des commentaires sérieux enfouis dans des publications à faible tirage. Qui sait? Peut-être même finira-t-on par apprendre comment est mort Staline.

B. SOUVARINE.

ESPIONNAGE SOVIÉTIQUE AU DANEMARK...

LES pays scandinaves, devenus depuis quelques semaines l'objet d'une nouvelle offensive diplomatique soviétique, n'ont jamais cessé d'être un terrain important d'activité pour l'espionnage communiste. Les affaires d'espionnage découvertes en Scandinavie depuis dix ans ne se comptent plus.

La dernière en date a été révélée le 10 juin dernier. La police danoise a procédé à l'arrestation de six hommes, dont les deux principaux sont : Georg Hegner, ex-président d'un syndicat des marins, membre du P.C. depuis 1940, mais qui en avait démissionné ostensiblement pour ne pas éveiller les soupçons. probablement au moment où il s'engageait dans l'espionnage, et Carl Emanuel Petersen, propriétaire d'un bateau qui effectuait le trajet entre le Danemark et les côtes est-allemande et polonaise.

Soupçonné de contrebande, le groupe était surveillé par la police depuis deux ou trois ans. Lorsqu'elle se décida à perquisitionner le bateau, elle y découvrit de nombreux documents du domaine des renseignements, de même que des appareils de transmission. L'enquête établit que l'intérêt de ce groupe se portait vers les installations de défense danoise et atlantique sur la côte, en particulier la base aérienne de Aalborg, la base navale de Fredrikshaven, les fortifications Stevn qui dominent l'accès maritime vers le Danemark, et les nouvelles installations pour la défense aérienne de Copenhague.

Les espions étaient payés sous couvert du commerce avec l'Allemagne orientale : ils recevaient des licences d'exportation de boissons alcooliques et de cigarettes et vendaient avec gros bénéfices cette marchandise facilement acquise.

...ET EN NORVÈGE

Le 20 mai, le tribunal d'Oslo a rendu son verdict dans l'affaire d'espionnage de deux jeunes Norvégiens : Karsten Guunestad, âgé de 22 ans, étudiant et caporal faisant son service militaire en qualité de chiffreur à l'Etat-major général de l'armée, et Erik Ivaas, également âgé de 22 ans, ouvrier d'usine. Le premier a été condamné à 14 ans de prison et le second à 4 ans. Ils avaient pris contact avec l'attaché militaire soviétique, auquel ils avaient montré des « échantillons » des documents à vendre ; par-dessus le marché, ils avaient tué un policier venu les arrêter pour tout autre chose : ils avaient pris la fuite après avoir eu un accident de voiture.

Le recensement soviétique

La presse soviétique du 10 mai dernier a publié quelques résultats sommaires du recensement de la population organisé en janvier 1959. Il faudra attendre le dépouillement complet — lequel prendra évidemment du temps — pour avoir des vues plus précises quant à la répartition tant sociale que professionnelle de la population. La première nous fournira, peut-être, des données intéressantes sur la « nouvelle classe » (nouvelle, mais née voici trente-cinq ans environ), et la seconde sur l'ampleur du travail improductif dans la société soviétique. La répartition de la population par sexes et par groupes d'âge, que ce premier communiqué ne précise pas encore, nous permettra en outre de nous rendre compte du degré de la pénurie de main-d'œuvre dont l'U.R.S.S. est affligée depuis quelques années déjà et qui risque de compromettre l'exécution du plan septennal en cours.

Le communiqué du 10 mai dernier, bien que sommaire, fournit cependant d'ores et déjà des indications d'où il est possible de tirer des renseignements intéressants.

***

Voici, d'abord, un premier tableau indiquant la population soviétique à cinq dates différentes :

Population soviétique
(en millions)

	Frontières actuelles	Frontières de 1939 (*a*)
1913	159,2 (*b*)	139,3
1926 (*c*)		147,0
1939	190,7 (*d*)	170,6 (*e*)
1956 (*f*)	200,2	
1959	208,8	

(*a*) Avant l'annexion de la Pologne orientale, des Etats baltes et de la Moldavie. — (*b*) Territoire de la Russie impériale. — (*c*) Recensement du 17 décembre. — (*d*) Estimation. — (*e*) Recensement du 17 janvier. — (*f*) Ce chiffre contenu dans l'Annuaire statistique publié en été 1956, indiqué comme estimation se rapportant au mois d'avril (p. 17), ne figure pas dans le communiqué du 10 mai dernier. Tous les autres chiffres y figurent.

Nous ne pouvons encore nous livrer à des commentaires systématiques, l'étude approfondie d'un tel document exigeant un certain temps. Aussi, nous bornerons-nous pour l'instant à esquisser les quelques réflexions que suggère une première lecture.

En passant de 147 millions en décembre 1926 à 170,6 millions en janvier 1939, la population soviétique a augmenté de 23,6 millions en douze ans. En 1926, d'après l'Annuaire statistique de 1956 (p. 243), l'excédent des naissances sur les décès était de 23,7 ‰, soit d'environ 3,5 millions. Elle aurait donc dû augmenter d'environ 40 millions en douze ans. Cependant, vu la tendance de l'époque à la diminution de la natalité, il vaut mieux n'opérer qu'avec un accroissement annuel de 3 millions, ce qui veut dire que la population aurait dû s'accroître de 36 millions. Comme elle n'a effectivement augmenté que de 23,6 millions, il reste un déchet d'au moins 12 millions, et peut-être de 15 millions. C'est la rançon de l'extermination des « koulaks » au début des années trente. Il faudra des calculs et des recoupements pour établir comment ces 12 à 15 millions se répartissent en assassinés effectifs et en déficit de naissances par suite des déportations et de la dispersion des familles.

Une deuxième remarque. La population soviétique était de 170,6 millions au début de 1939. Les officiels soviétiques l'évaluent à 190,7 millions dans les frontières nouvelles créées par les annexions du début de la guerre. Ce qui veut dire que de l'aveu officiel du Kremlin, Staline a annexé en 1939 des territoires *comptant plus de 20 millions d'habitants*. Après quoi, les Khrouchtchev, Gromyko et Mikoïan lancent leurs foudres contre « l'impérialisme » américain et occidental, qui n'a rien annexé du tout depuis quarante ans.

Troisième observation. En passant de 190,7 millions en 1939 à 200,2 millions en 1956, la population soviétique n'a augmenté, en l'espace de dix-sept ans, que de 9,5 millions. Cependant, au lendemain de la guerre, l'U.R.S.S. a annexé la Russie subcarpathique, province tchécoslovaque, la Carélie finlandaise et une partie de la Prusse orientale. Ces territoires étaient peuplés d'au moins 2 millions d'habitants, sans compter le demi-million de populations annexées en Extrême-Orient. Etant donné l'exode et les décès qu'entraînent les opérations de guerre, disons 2 millions, au lieu du total de 2,8 millions qui ressort des statistiques de l'époque. L'augmentation réelle de la population soviétique entre 1939 et 1956 n'est donc pas de 9,5 millions, mais de 7,5 millions.

De combien la population soviétique a-t-elle pu s'accroître depuis la fin de la guerre, c'est-à-dire de 1945 à 1955? En tablant sur une moyenne de 3 millions par an (1), on obtient 30 millions, chiffre confirmé par une étude fouillée et minutieuse de M. Jean-Noël Biraben (2), qui trouve 30,8 millions.

Puisque la population soviétique était de 200,2 millions en avril 1956 et qu'elle s'est accrue de 30 millions entre 1945 et 1955, elle était de 170 millions au lendemain de la guerre. De ce chiffre, il faut défalquer au moins 2 millions (les habitants des territoires annexés en 1945), ce qui donne 168 millions.

L'U.R.S.S. est donc sortie de la guerre avec 168 millions d'habitants; elle y était entrée avec une population de 190,7 millions. La guerre lui a ainsi coûté 22 à 23 millions d'habitants.

Staline a coûté cher à la population soviétique : deux hémorragies terribles en l'espace de quinze ans. L'hécatombe paysanne des années 30 se solde par 12 à 15 millions de victimes, la guerre par 22 à 23 millions. Cela fait de 34 à 38 millions au total. Il faudrait y ajouter ceux que la guerre a fait mourir en France, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, aux Etats-Unis et ailleurs, car sans le pacte conclu par Staline avec Hitler, la guerre n'aurait pas éclaté. Avec 50 à 60 millions de cadavres sur les bras, Staline apparaît comme le plus grand assassin de l'histoire humaine. Les Khrouchtchev, Gromyko, Mikoïan et consorts furent à ses côtés pendant toute cette sinistre période, ils acclamèrent l'assassin et lui trouvèrent du « génie ». Mais en l'an de grâce 1959, les diplomates occidentaux prêts à escalader le « sommet », s'interrogent toujours sur les véritables intentions et le caractère des complices de Staline.

(1) Moins au cours des années 1945-47 et plus par la suite.

(2) « Essai sur l'évolution démographique de l'U.R.S.S. » *in Population*, (n° de juin 1958), p. 44.

En passant de 200,2 millions en avril 1956 à 208,8 millions en janvier 1959, la population soviétique a augmenté de 8,6 millions en moins de trois ans. Le communiqué du 10 mai dernier indique que « ces temps derniers, l'accroissement naturel de la population (excédent des naissances sur les décès) est supérieur à trois millions et demi par an ». Cette affirmation semble en contradiction avec la différence de 8,6 millions relevée entre 1956 et 1959, qui ne fait ressortir qu'un accroissement annuel moyen de 3,1 millions. Il est cependant possible que le taux des naissances ne se soit brusquement relevé qu'il y a un ou deux ans. Ce n'est que depuis peu que les classes creuses dues à la guerre ont pris fin et que les jeunes, nés après 1945 ou 1946, se présentent en nombre normal pour procréer.

Pendant cette période, la formidable disproportion numérique entre les deux sexes a évidemment contribué à abaisser le taux de la natalité. Le tableau ci-dessous, que nous trouvons dans le communiqué du 10 mai dernier, l'illustre (les chiffres s'entendent en millions) :

	Population totale	Hommes	Femmes
1926.....	147,0	71,0 (48 %)	76,0 (52 %)
1939.....	170,6	81,7 (48 %)	88,9 (52 %)
1959.....	208,8	94,0 (45 %)	114,8 (55 %)

« *Cette proportion entre le nombre des hommes et des femmes,* dit le communiqué, *est à porter sur le compte des classes plus âgées et résulte des guerres, surtout de la deuxième guerre mondiale. Quant à la population âgée de moins de* 32 *ans, les deux sexes sont à égalité.* »

Ceux qui sont aujourd'hui âgés de moins de 32 ans sont nés à partir de 1928. Les plus âgés d'entre eux avaient 17 ans en 1945 et, quoique mobilisés, arrivèrent trop tard sur les champs de bataille pour y partager le sort de leurs aînés. Les classes nées après 1929 furent sans doute décimées elles aussi, mais victimes de la guerre totale (bombardements, fusillades d'otages, déportations), elles y succombèrent sans distinction de sexes.

Une comparaison des deux périodes (1926-1939 et 1939-1959) est éminemment instructive :

Accroissement de la population
(en millions)

	Population totale	Hommes	Femmes
De 1926 à 1939	23,6	10,7 (46 %)	12,9 (54 %)
De 1939 à 1959	38,2	12,3 (32 %)	25,9 (68 %)

Encore convient-il d'avoir présent à la mémoire que les chiffres de 1939 et de 1959 ne sont que difficilement comparables. Le tableau relatif aux sexes n'indique pour 1939 que la population d'avant les annexions; si l'on tient compte des annexions de 1939 (voir le premier tableau de notre étude), l'accroissement n'est que de 18,1 millions et non point de 38,2 millions. Quelle est la part des femmes, quelle est celle des hommes? On ne l'ignore pas totalement puisque l'étude de M. Jean-Noël Biraben, que nous citions plus haut, nous apporte des données qui, bien que reposant sur des calculs compliqués et sur des hypothèses de travail, nous paraissent très proches de la réalité. Ainsi, par exemple, M. Biraben établit pour le 1er janvier 1941 un chiffre de la population de 195 millions, chiffre qui ne s'écarte que fort peu du chiffre de 190,7 millions que le communiqué officiel indique pour le début de 1939. Vu l'accroissement naturel de la population entre ces deux dates, ces 195 millions nous paraissent une donnée incontestable. Il indique en même temps les chiffres relatifs aux deux sexes : 93,8 millions d'hommes et 101,2 millions de femmes. En transposant cette proportion (48 et 52 %) aux chiffres officiels de 1939, nous obtenons ceci (en millions) :

	Population totale	Hommes	Femmes
1926.....	147,0	71,0 (48 %)	76,0 (52 %)
1939.....	190,7	91,5 (48 %)	99,2 (52 %)
1959.....	208,8	94,0 (45 %)	114,8 (55 %)

Un coup d'œil sur les chiffres ci-dessus permet de comprendre pourquoi le communiqué officiel du 10 mai s'est abstenu de faire état des données

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, Boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 3.000 francs pour six mois et 6.000 francs pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 7.500 francs pour un an et 9.000 francs si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

complètes de 1939, en ne mentionnant que la population d'avant les annexions. L'accroissement de la population se présente alors comme suit (en millions) :

Accroissement de la population

	Population totale	Hommes	Femmes
	—	—	—
De 1926 à 1939	43,7	20,5 (47 %)	23,2 (53 %)
De 1939 à 1959	18,1	2,5 (14 %)	15,6 (86 %)

Ces chiffres permettent de mesurer l'effroyable ponction de la guerre. Entre 1939 et 1959, la population mâle n'a augmenté que de 2 millions et demi. Sur les 18,1 millions dont la population soviétique s'est accrue depuis la veille de la guerre, 15,6 millions (86 %) sont des femmes. Il n'est donc point étonnant — tous ceux qui ont visité l'U.R.S.S. depuis la guerre l'ont observé et dit — que même les travaux de force, les plus pénibles et les plus durs, y soient accomplis par des femmes.

Le tableau ci-dessous, qui présente les mêmes chiffres d'une autre manière, rendra cette réalité encore plus palpable :

Accroissement

	Population totale	Hommes	Femmes
	—	—	—
De 1926 à 1939	30 %	29 %	30 %
De 1939 à 1959	9 %	3 %	16 %
De 1926 à 1959	42 %	32 %	51 %

Entre 1939 et 1959, la population mâle n'a donc pratiquement pas augmenté. Une ponction d'une telle envergure est sans doute unique dans l'histoire. C'est évidemment la question de savoir où se situent aujourd'hui les classes d'âge les plus déficientes du sexe masculin, qui est du plus grand intérêt sous l'angle des effectifs militaires disponibles. Elle a aussi son importance pour le problème général de la main-d'œuvre dont dispose le Kremlin et qui conditionne l'avenir du présent plan septennal.

LUCIEN LAURAT.

A propos d'un "certain optimisme"

DANS notre numéro 216 (16-31 mai), nous avons cru devoir relever de flagrantes inexactitudes et omissions dans un article de M. Jean Romeuf, publié par la revue *L'Education nationale* (23 avril). Alertée par un lecteur, la rédaction de cette revue a fait paraître dans son numéro 21 (4 juin dernier) la mise au point suivante :

« *Un de nos lecteurs nous signale que, dans la revue* Est & Ouest *du 16-31 mai 1959, a paru, sous la signature de M. Laurat, une vive critique de l'article de M. J. Romeuf, publié dans* L'Education nationale *du 24 avril 1959.*

» *M. Laurat conteste les chiffres cités par M. Romeuf, les jugeant trop optimistes. Il estime que* « même en admettant l'hypothèse de départ de Stroumiline », *que cite M. Romeuf,* « mais en rectifiant ses indices fantaisistes pour leur substituer les indices soviétiques officiels, on obtient pour 1965 une production industrielle soviétique inférieure à la production américaine, et plus inférieure encore si l'on tient compte du chiffre de la population ».

» *Nos lecteurs ont pu remarquer que l'article de M. Romeuf était suivi d'une note technique signalant* « *que l'on ne dispose que de très peu de statistiques incontestées permettant de préciser la situation actuelle de l'U.R.S.S.* ». *Cette note technique donne un certain nombre de chiffres tels qu'ils figurent dans les* Statistiques de base de douze pays européens *établis par la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.).*

» *M. Romeuf, à qui, selon l'usage, nous avons transmis la lettre qui nous était parvenue, considère qu'il a répondu par avance aux objections de M. Laurat, dans les premiers paragraphes de son article et en signalant, d'autre part, qu'il pouvait y avoir dans les statistiques de M. Stroumiline,* un certain optimisme .»

Notre réponse sera brève. Constatons tout d'abord que M. Romeuf ne conteste pas les rectifications que nous avons apportées au tableau exagérément optimiste de Stroumiline. Il se borne à répliquer qu'il a lui-même signalé « *un certain optimisme* » dans les statistiques de l'auteur soviétique. Mais à quoi sert cette réserve si l'on reproduit ces chiffres « *optimistes* » sans même souligner qu'ils sont en désaccord avec les objectifs officiels du plan soviétique ? M. Romeuf ne trouve pas un mot pour répondre à notre reproche capital : « *Ayant à choisir, écrivions-nous, entre la phraséologie de Khrouchtchev et les chiffres annoncés par ce même Khrouchtchev, M. Romeuf opte résolument pour la phraséologie.* » M. Romeuf a préféré servir à ses lecteurs les chiffres « *optimistes* » de Stroumiline plutôt que ceux, moins optimistes, de Khrouchtchev.

M. Romeuf considère « *qu'il a répondu par avance aux objections de M. Laurat dans les premiers paragraphes de son article* ». M. Romeuf y parle en effet de la « *valeur contestable* » de bien des données relatives au niveau de vie soviétique. Mais, une fois de plus, nous demandons pourquoi, vu cette « *valeur contestable* », il choisit les données les plus contestables — et les plus favorables à l'U.R.S.S. —, contestables même sous l'angle des chiffres soviétiques officiels.

Propagande camouflée ou aveuglement amoureux ? Nous n'en savons rien. L'effet utile, ou nocif (c'est selon), est en tout cas le même.

⁂

Ce préjugé favorable générateur d'un « *certain optimisme* » sévit comme une épidémie. Voici ce que l'on pouvait lire dans *Le Monde* du 9 juin dernier :

« *Waltham (Massachusetts), 8 juin* (U.P.I.) — *M. Mendès-France, qui vient de faire une série de conférences à l'Université Brandeis, a déclaré hier que la menace qui pèse le plus directement sur l'Occident est actuellement d'ordre économique et non d'ordre militaire. Si, par exemple, a-t-il souligné, la production française ne s'accroît annuellement que de 4 %, la production per capita de l'Union soviétique dépassera celle de la France de plus de 50 % dans quinze ans. Il en va de même pour les pays voisins de la France.*

» *Or, si l'Europe occidentale devait être dépassée de la sorte,* « *ce serait un désastre pour l'Europe, et une situation presque aussi grave pour les Etats-Unis* ». *Une augmentation annuelle de 6 % de l'économie française est donc nécessaire, selon l'ancien président du Conseil, pour permettre à la France de continuer à devancer l'Union soviétique dans la production par habitant.* »

L'ancien président du Conseil n'a pas démenti les propos que lui prête *Le Monde ;* aussi pouvons-nous les tenir pour véridiques. Sur ce chapitre, nous serons plus bref encore. Dans quinze ans, nous serons en 1974. Or, il

BIBLIOGRAPHIE

Le marxisme en question, par Pierre Fougeyrollas, Paris, 1959. Editions du Seuil, 173 pages.

DANS le domaine de l'étude du marxisme, la France est demeurée et demeure en retard. Avant 1914, à l'époque où les Allemands et les Autrichiens, et même les Italiens et les Russes, connaissaient fort bien Marx et ses successeurs, les socialistes français se contentaient d'une vulgarisation de qualité assez médiocre. A partir des années 30, et surtout après 1945, les commentaires sur le marxisme sont devenus le quasi-monopole, soit des staliniens ou de leurs auxiliaires, soit des existentialistes. Les premiers ont falsifié le marxisme, comme tout ce à quoi ils ont touché, et les seconds l'ont noyé dans le galimatias.

P. Fougeyrollas est passé par ces deux écoles. Heureusement pour lui et pour son ouvrage, il a su les dépasser, le marxisme à la sauce soviétique totalement et le marxisme à la manière Sartre-Gurvitch dans une large mesure. Le cas personnel de l'auteur n'est évoqué que dans les deux premières pages de l'avant-propos : « *Le drame spirituel de la génération qui a rallié le communisme dans la Résistance, c'est d'avoir cru au caractère socialiste de l'U.R.S.S., alors que le pouvoir ouvrier y avait depuis longtemps cédé la place à un régime bureaucratique de type totalitaire, et d'avoir cru à la vertu explicative du marxisme alors que celui-ci avait déjà donné naissance à une simple méthode de justification systématique d'une nouvelle forme sociale et politique d'oppression.* »

Mais le livre est entièrement dégagé de toute considération personnelle : l'auteur ne parle ni de lui-même ni de son expérience du communisme. Il se propose une tâche beaucoup plus difficile et nécessaire : l'examen du marxisme dans ses aspects philosophiques, économiques, historiques et sociologiques. Après avoir cessé de croire au dogme communiste (P. Fougeyrollas est resté au P.C. français jusqu'à l'écrasement de la révolution hongroise), l'auteur s'est attaqué non seulement à la réalité soviétique, mais aussi au marxisme lui-même.

La vérité sur le système soviétique lui apparaît comme tellement évidente, avec l'oppression exercée par une nouvelle caste bureaucratique (en quoi il ne fait que rejoindre les innombrables « oppositionnels » qui se sont révélés depuis bientôt quarante ans) qu'il n'en discute même pas en détail. Au contraire, le marxisme en tant que système de pensée a retenu, à juste titre, l'attention de l'auteur, et son livre témoigne d'un réel effort de réflexion et d'érudition.

Tout d'abord, pour considérer clairement le problème du marxisme, il ne s'est pas limité à l'œuvre de Marx « complétée » par Lénine et Staline, ni même aux études des « marxologues » de la Sorbonne du type Gurvitch ou Merleau-Ponty. Il a su remonter — ce qui confirme son honnêteté intellectuelle — jusqu'à Kautsky et Bernstein, et même consulter Schumpeter.

Le fruit de ses recherches est fort bien résumé dans ces quelques lignes :

« *Il est urgent d'assigner au marxisme sa place dans l'histoire des idées, comme il est arrivé précédemment au platonisme, à l'aristotélisme, au cartésianisme et au kantisme. Ses découvertes doivent être incorporées aux disciplines traitant de l'homme et de la société, comme des contributions à un effort intellectuel qui a précédé sa naissance et qui survivra à sa fin...* » (p. 150).

Poursuivant son effort d'examen critique, l'auteur analyse les aspects essentiels du marxisme : le matérialisme historique, la notion de classe sociale, « la trame de l'histoire », la superstructure, le caractère scientifique du socialisme. Sur ce dernier point comme dans la plupart des autres, P. Fougeyrollas arrive à formuler des observations pleines de bon sens, comme celle-ci : « *En effet, la notion de socialisme ne se réduit pas à celle d'économie collectivisée; elle implique la fin de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, la dégénérescence de l'Etat, l'acheminement vers la société sans classes du communisme. Or, seul un apriorisme doctrinal peut prétendre que ces divers traits du socialisme résultent nécessairement de la collectivisation des instruments de travail...* » (p. 130). Ou bien encore, quelques pages plus loin : « *Ce qui nous paraît inadmissible dans le marxisme, ce n'est pas l'affirmation à titre d'hypothèse d'un avenir socialiste pour l'humanité, c'est la prétention d'avoir démontré scientifiquement l'inéluctabilité de l'avènement du socialisme et du communisme.* » (page 138). L'auteur s'appuie dans sa critique de l'inéluctabilité du socialisme sur les faits notoires de l'évolution sociale du capitalisme (constatés en grande partie déjà par Bernstein) : le nombre et le pourcentage des ouvriers ne s'accroissent pas régulièrement et irrésistiblement au point qu'ils constituent la majorité écrasante de la nation; les classes moyennes d'ancien style ont partiellement disparu, mais d'autres ont pris la relève; l'accumulation du capital et la paupérisation du prolétariat ne se sont non plus révélées exactes.

Débarrassé des schémas marxistes de la future évolution irréversible de la société, l'auteur n'a pas pu résister à la tentation de leur en substituer un autre, et il s'est attaché à la conception de la « managerial révolution » de Burnham. C'est pourquoi P. Fougeyrollas écrit à la fin de son livre : « *Ainsi, l'U.R.S.S. participe, elle aussi, à sa manière, au mouvement universel qui entraîne nos sociétés contemporaines vers la civilisation directoriale* » (p. 155).

B. L.

---

n'existe aucun chiffre soviétique officiel indiquant les objectifs de l'U.R.S.S. pour 1974. En existât-il, il serait indiqué de considérer de telles prévisions avec le scepticisme que commandent les dernières expériences soviétiques, notamment la faillite du dernier plan quinquennal, abandonné au bout de vingt mois. Et même les chiffres communiqués par Khrouchtchev en novembre 1957 comme objectifs à atteindre en 1972 ont à peine une valeur indicative puisqu'ils ont trait à un second plan septennal, alors que le premier n'a pris son départ qu'en janvier 1959.

On a l'impression que M. Pierre Mendès-France est mal documenté ou mal conseillé. Nous admettons bien volontiers que tout le monde ne soit pas en mesure de se documenter aux sources. Mais il y a bon nombre d'études accessibles à ceux qui lisent le français et l'anglais, et où l'on trouve des informations sûres et objectives sur l'économie soviétique. L'ancien président du Conseil semble ne pas les connaître ou ne pas vouloir les connaître. Il préfère, lui aussi, le « *certain optimisme* » de M. Romeuf, en utilisant des données fantaisistes dont on aimerait bien savoir l'origine.

L. L.

Images de la vie soviétique

Les embarras des dirigeants du Komsomol

TRENTE mois après l'écrasement de la révolution hongroise, un vent de fronde continue à souffler sur la jeunesse russe (1). Elle apparaît, à travers les journaux soviétiques, indifférente aux entreprises du régime, dont on lui fait supporter tout le poids, incrédule aux promesses de félicité qui lui sont faites pour le temps de l'avènement du communisme, souvent rongée par l'amertume des illusions perdues, et même encline à chercher dans la débauche, le marché noir, le banditisme une sorte de revanche ou d'oubli. Sans doute faut-il faire la part de la diffamation officielle dans les accusations de criminalité qui sont portées par le pouvoir contre les « stiliaguis » : il s'agit de les déshonorer, pour détourner d'eux les imitateurs. Mais il est certain que la délinquance juvénile ne cesse de croître. Le décret du 9 mars 1959 « *sur la participation des travailleurs à la protection de l'ordre public* » qui instituait de véritables milices populaires pour ramener dans le droit chemin ceux « *qui se montrent en état d'ivresse dans les lieux publics, se comportent en voyous et commettent d'autres actes répréhensibles* » visait nommément les jeunes voyous et les « stiliaguis ». Il était dit dans ce texte que les membres des détachements de cette nouvelle milice devaient « *agir sur les perturbateurs avant tout par la persuasion et la mise en garde* ». Or, on a pu noter déjà de véritables bagarres entre les « voyous » et la milice dans les parcs et autres lieux publics. Deux membres de ces brigades volantes ont récemment trouvé la mort dans une rencontre avec une bande de « jeunes gredins ».

La répression toutefois ne saurait suffire, et les dirigeants communistes essaient de remédier au mal.

⁂

Depuis quelques années déjà, des signes avant-coureurs d'une crise de conscience se manifestaient au sein de la jeunesse russe. On pouvait s'en rendre compte, en particulier, d'après la baisse d'activité du Komsomol. Ce phénomène s'amplifia au lendemain de la révolution hongroise et tout semble indiquer qu'il se poursuit et même s'aggrave. Voici, par exemple, quelques extraits d'un éditorial de la *Komsomolskaïa Pravda* du 18 avril 1959 :

« *T'es-tu posé cette question : qui te remplacera lorsque tu quitteras les rangs du Komsomol?...*

« *Cette question pourrait être posée à beaucoup d'entre nous. Ne fut-ce qu'à vous, membres du Komsomol de la région de Kourgan... L'année dernière, votre organisation a numériquement diminué. Ou encore à vous autres, jeunes de Kaliningrad : l'année dernière dans votre région, le nombre des démissions a été supérieur au nombre des demandes d'admission au Komsomol... Comment expliquer le fait que l'année dernière, à Moscou, plus de mille organisations de base n'aient fait aucun nouvel adhérent au Komsomol?... Voilà qui constitue un fait alarmant.* »

Empruntons maintenant cette éloquente diatribe à la revue *Krokodil* (20 octobre 1958) qui l'a publiée à l'occasion du quarantième anniversaire du Komsomol :

« *L'antique capitalisme, depuis longtemps tombé en désuétude, n'est pas seul à nous montrer le ratelier pourri de ses fausses-dents. Des survivances du passé continuent encore à s'accrocher chez nous dans les fissures du monde nouveau... Ces survivances sont fort vivaces.*

« *Il ne s'agit pas seulement du laisser-aller, de l'alcoolisme, de l'insolence ou du carriérisme précoce au sein d'une certaine partie de notre jeunesse. Ce ne sont pas seulement des stiliaguis, véritables avortons physiques en pantalons étroits, plantés sur des jambes rachitiques et la tête vide recouverte de laine de mouton. Il s'agit de stiliaguis moraux, avec des pensées « en fuseau », des cerveaux de travers, des sentiments déboîtés et une morale dandinante.*

« *Cependant, l'indifférence est sans doute l'ennemi le plus dangereux de notre jeunesse. On rencontre des jeunes gens, frais émoulus de l'école, mais déjà touchés par la sclérose de la vieillesse. Ils sont déjà habitués à tout. Rien ne les étonne, rien ne les réjouit, rien ne les enflamme. Ils « savent tout » parce qu'ils ne savent rien. Ils contemplent la vie avec des yeux ternes, ne pensent qu'à eux-mêmes et ne remarquent rien. Ils ont des formules toutes prêtes pour n'importe quelle occasion.*

« *Dites donc à ces vieillards qu'une nouvelle station hydro-électrique — la plus puissante du monde — vient d'être inaugurée en Union soviétique. Ils vous répliqueront :*

« — *Et après ?*

« *Dites-leur qu'un nouveau haut-fourneau réalisé par le Komsomol a été mis en service, que de nouveaux records mondiaux viennent d'être battus...*

« — *Et après ?*

« *Dites-leur que le nouveau plan septennal nous rapprochera du communisme...*

« — *Et après ?*

« *C'est de l'ivraie poussant dans l'immense massif de la jeunesse. Peu importe qu'ils ne soient pas nombreux. Ils n'en sont pas moins dangereux. Ils se frayent leur voie dans la littérature et dans les arts. Ce ne sont ni des stiliaguis, ni des vauriens. Ce sont des « honnêtes gens », mais le tort qu'ils causent est immense.* »

Voilà donc la physionomie du nouvel ennemi du régime, paraissant d'autant plus pernicieux qu'il est « honnête ». Quels sont ses torts? L'indifférence? Il serait sans doute plus juste de

(1) Voir notamment : *Journaux illégaux chez les étudiants russes*, dans *Est & Ouest*, n° 169, 1er mars 1957.

parler de déception idéologique et politique. Le vide ainsi créé se voit rapidement comblé par des notions totalement étrangères au communisme-léninisme. Témoin ce jeune étudiant de la Faculté de droit de Moscou qui, d'après la *Komsomolskaïa Pravda* du 12 avril 1959, porte des images saintes au cours de cérémonies religieuses :

« Hier encore, il passait brillamment ses examens en philosophie et en économie politique. Hier encore, on lui administrait des tapes sur le dos et on le félicitait pour sa médaille du travail sur les terres vierges. Aujourd'hui, il porte un gonfalon brodé d'or et murmure docilement des paroles de prières...

« Depuis trois ans, Eugène Bobkov fait ses études à l'Université et fréquente les cours avec ses camarades. C'est un activiste et un élève excellent. Il participe pertinemment aux séminaires et tout le monde le considère comme un très bon gars... Mais personne n'a pensé à se demander pourquoi cet activiste n'entre pas au Komsomol. »

Une fois la vérité découverte, Bobkov est convoqué au Comité du Komsomol et doit répondre de son « crime » aux inquisiteurs du Parti. La *Komsomolskaïa Pravda* ne reproduit qu'une partie de ses répliques :

« — Je crois de tout mon cœur en Dieu et en sa toute puissance... Vous voudriez savoir comment j'ai pu passer mes examens de matérialisme historique et de philosophie? Mais en qualité d'étudiant, je n'avais à prouver que mes connaissances du sujet. C'est tout... Nul ne me questionnait sur mes convictions... Sur quoi se fonde ma foi en Dieu? C'est difficile à expliquer... On croit avec son cœur et non avec sa raison... »

Quelques semaines plus tôt (14 mars 1959), le même journal publiait la lettre d'un étudiant de Léningrad, dont les points de vue, caractéristiques des nouvelles tendances au sein de la jeunesse russe, suscitent une sainte horreur dans l'esprit de la rédaction. En voici quelques extraits :

« Je ne vois pas la nécessité d'organiser des brigades communistes... Dans la vie, je m'inspire de quelques devises : « Chacun déraille à sa manière », « Fais ce qui te plaît et non ce que tu dois ». J'aime danser le rock-n-roll et le hula-hoop, posséder une femme d'un simple regard, être au centre de l'intérêt général... Personnellement, je me place au-dessus des autres et me considère comme un être inspiré.

« Je pleure aux concerts de Zanderling et manque chaque fois de perdre la raison en écoutant Priesley ou Paul Anka. J'aime les tableaux de l'Hermitage, mais « l'aimable barbouillage » des abstractionnistes polonais est également à mon goût. Quant à Armstrong, il produit sur moi le même effet que Chaliapine. »

Ce ne sont pourtant ni les mœurs « originales » de l'étudiant, ni ses goûts artistiques qui émeuvent ses supérieurs, mais bien le côté politico-idéologique de l'affaire : *« Sa personnalité exigeait la liberté. La liberté faisait défaut. »* Ne voilà-t-il pas une revendication pour le moins étrange dans la patrie du socialisme?

« Lorsque nous rencontrâmes enfin Wolodia... il nous montra son livret scolaire où ne figuraient que des notes maxima... Il possède de grandes aptitudes et, à l'école, il affirmait sa supériorité grâce à sa bonne mémoire, à son esprit de débrouillardise et aux nombreuses lectures qu'il avait faites... Wolodia passait beaucoup de temps à parcourir la presse soviétique et étrangère, ainsi qu'à lire les traductions d'auteurs étrangers...

« Il existe un très bon moyen pour se faire remarquer : condamne-t-on l'abstractionnisme? Louons-le. Critique-t-on violemment le roman de Pasternak? Remarquons en passant que les arguments de la critique sont tirés par les cheveux...

« L'original » juge de l'existence avec autant de désinvolture que de l'art. N'ayant jamais personnellement trouvé d'idées intéressantes, il va chuchoter dans les coins à propos de la « liberté d'expression. »

(*Komsomolskaïa Pravda*, 14 mars 1959.)

L'importance accordée à ces deux cas et d'autres articles publiés dans le même journal permettent de supposer qu'il s'agit d'une attitude nouvelle fort à la mode chez les jeunes. Fait important : cette forme de soi-disant égocentrisme est souvent partagée et l'on assiste à la naissance de véritables clans. En voici un cas typique :

Quatorze étudiants de l'Institut de cinématographie de Moscou décidèrent de se réunir chez l'un d'entre eux pour fêter l'anniversaire de leur promotion. A cette occasion, un petit programme littéraire et satirique fut enregistré sur bande magnétique, écouté en commun, puis effacé lorsque l'on passa aux danses.

La *Komsomolskaïa Pravda* du 21 décembre 1958 ne dévoilait pas le contenu dudit enregistrement qui comportait, apprenons-nous, des *« textes puants »*. Il s'avère que leurs auteurs *« conspuaient les idées auxquelles ils juraient publiquement fidélité lors des réunions du Komsomol »*. La cellule locale décida sur le champ d'exclure de l'Institut et de ses propres rangs les auteurs des pamphlets *« diffamatoires et sacrilèges »*. Mais au grand scandale des responsables politiques, la majorité des étudiants soutinrent la cause des « accusés » et signèrent des pétitions.

« Si, au début même de sa carrière, un étudiant prend un ton sacrilège, cela constitue un signal alarmant », écrit le journal et de produire des exemples. L'un des coupables, Trifonow, aurait écrit un article intitulé : *« Discutons »*. *« En fait,* précise la *Komsomolskaïa Pravda, il serait plus juste de l'intituler « calomnions », car il calomnie le réalisme socialiste et l'art cinématographique soviétique. »*

Un autre coupable, Chorokhow, a composé une étude : *« En route »*, dans laquelle un procureur viole l'accusée avec l'aide du milicien. Précisons que le premier des deux jeunes gens était secrétaire du Comité Komsomol de l'Institut, tandis que le second remplissait les fonctions de responsable du Komsomol pour la promotion!

La situation est devenue trop alarmante pour chercher à dissimuler les faits. Aussi, la *Komsomolskaïa Pravda* évoque-t-elle le cas d'un autre étudiant, Pérov, exclu lui aussi du même Institut. Dans une déclaration transmise au directeur, le jeune homme écrivait : *« Peut-être avais-je un caractère difficile. Pourtant, je vins à l'Institut non pour améliorer mon caractère mais pour travailler. Cette possibilité ne me fut pas offerte. »* La déclaration se terminait par les mots : *« Je vous jure, camarade directeur, si Dieu existait réellement, il vous châtierait. »*

Le véritable drame qu'endure aujourd'hui la jeunesse russe est moins d'ordre physique que moral. C'est la tragédie des illusions perdues, des convictions renversées, des espoirs apparemment anéantis. Comment ne pas citer à ce propos la lettre adressée récemment par une jeune étudiante soviétique de Tambov à son fiancé, sergent et instructeur politique dans l'Armée rouge :

« *Ainsi, Aliocha, il s'agit d'une lettre sérieuse. Tu dois non seulement te garder de la lire à qui que ce soit (même au meilleur de tes amis) mais encore exécuter ma prière : détruis-la. Je t'en supplie.*

« *Tu me demandes de te confier ce que je pense à ton sujet. Je ne puis modifier mon opinion. Tu es resté le même. Oui, le même. Et moi non. Je ne puis t'exposer ouvertement ici mon point de vue sur l'existence, mais tu comprendras. Tu es secrétaire, membre influent du Komsomol et ta tâche consiste à élever le niveau idéologique et politique des soldats. Mais as-tu entendu parler, Aliocha, de la « jeunesse dorée », de celle qui ne reconnaît nulle autorité, nulle organisation et qui pâlit aux sons du jazz? Elle est précisément opposée au travail parmi les masses. Je refuse de contempler notre existence en aveugle. M'as-tu comprise, Aliocha? Toi et moi sommes différents, secrétaire. Mais remettons tout cela jusqu'à notre prochaine rencontre. On ne peut traiter de pareils sujets dans une lettre... Aimeras-tu la jeune fille, l'étudiante qui t'écrit? Pour ma part, j'aime en toi l'homme avare en paroles, fort, juste et honnête, mais non l'orateur, non l'organisateur des masses. Tout cela me paraît neuf, incompréhensible et... désagréable...* » (*Outchitelskaïa Gazeta*, 8 janvier 1959.)

Comment cette lettre pleine d'affection a-t-elle pu échouer sur les pages de l'*Outchitelskaïa Gazeta*? N'aurait-elle pas été transmise par le fiancé lui-même, zélé communiste qui jugerait inadmissible de rester en relations avec une jeune fille « *glissant irrémédiablement sur la pente du crime* »? Toujours est-il que le cas de l'étudiante Z... semble avoir été spécialement mis en relief pour montrer aux caractères hésitants les « *bas-fonds fangeux* » vers lesquels peuvent les entraîner la pratique des « *soi-disant réflexions personnelles* » et « *l'égoïsme enragé* ». L'auteur de l'article jubilaire du *Krokodil* parle pudiquement « d'indifférence ». Ce faisant, il paraît vouloir éviter à tout prix un terme beaucoup plus précis, mais lourd de conséquences : l'opposition.

M. SLAVINSKY.

Une purge au Turkménistan

POUR le grand malheur des habitants de Mary (Turkménistan), Nouri Durdyev, président du Comité exécutif de la région, était un despote. Le mécontentement grandissait; un samovar mit le feu aux poudres.

Ce samovar sifflait, ce qui irrita Durdyev : il le jeta par la fenêtre, au risque de blesser les passants. Puis, comme Durdyev ne pouvait supporter vraiment aucun bruit, il fit planter des bornes aux deux extrémités de la rue qui passait devant chez lui, en plein milieu de la chaussée, pour en interdire l'accès aux autos; dans le square voisin, les enfants jouaient bruyamment; ils n'eurent bientôt plus le droit d'y pénétrer...

Ces abus de pouvoir, et quelques autres, furent rapportés par un article de *Turkmenskaïa Iskra* du 7 janvier 1959, article intitulé : « *Les exploits de Nouri Durdyev* ». On y apprend ainsi que Durdyev avait un acolyte du nom d'Orazov, lequel fut accusé un jour d'avoir extorqué des pots de vin à ses administrés. Une instruction fut ouverte, à la suite de nombreuses plaintes.

En compagnie d'Orazov, Durdyev, en grand courroux, fit une entrée bruyante dans le bureau du juge; il insulta le magistrat, le menaça et l'obligea à lire à haute voix le contenu du dossier d'Orazov tandis que celui-ci notait les noms des accusateurs.

Ils étaient trente. Tous, en quelques jours, furent chassés de leurs postes. Mais le juge d'instruction ne devait pas se tenir pour battu puisqu'il réussit à faire déplacer d'office Orazov, l'homme aux pots de vin.

Le rôle odieux joué dans cette affaire par Durdyev ne devait pas lui porter bonheur. Vomi par ses administrés, il allait bientôt encourir lui-même les foudres du pouvoir supérieur.

LE PLENUM DECIDE

Le scandale éclata au bout de deux semaines, à l'occasion du Plenum du Comité central du P.C. de Turkménistan. Dans son numéro du 20 janvier 1959, le *Turkmenskaïa Iskra* publie le texte du discours prononcé au Plenum par Grichaenkov, nouveau secrétaire du P.C. de Turkménistan, lequel annonce le limogeage et l'exclusion du Parti de Babaev (son prédécesseur) et aussi de Durdyev, l'un et l'autre coupables d'avoir « *étouffé la critique, violé grossièrement les principes léniniens et ceux de la direction du Parti* ».

Le même journal désigne les complices : Kametkhanov, candidat au Comité central du Parti, « *un intrigant et un arriviste* »; Chirmamedov, membre du Bureau, destitué. Autres personnages qui ont commis des abus de pouvoir : le ministre des Affaires intérieures Baïnaev; l'ancien secrétaire de district de Serakon, Meretliev; l'adjoint au ministre de l'Education nationale, Durdymuradov, et beaucoup d'autres. Le 25 janvier 1959, le *Turkmenskaïa Iskra* annonce la démission de plusieurs membres de la Cour suprême : Tcharykov, Dorokhov, Vasiliev (adjoint au Président du Conseil), Kotchamanov et Babaev, déjà nommé, ainsi que la nomination au Bureau du Comité central de B. Orezov et Ch. Tachliev; ce dernier, jusque-là directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences du Turkménistan, inaugure ses nouvelles fonctions, en bon bolchevik, par une sévère critique de l'Académie des sciences.

La purge est d'importance, et le prestige du P.C. tout entier s'en trouve atteint. C'est Grichaenkov lui-même qui l'avoue dans son discours :

« *N'imitez pas ceux qui considèrent tous les membres de l'appareil du Parti et de l'administration comme des complices de Durdyev et de Babaev; je crois, tout simplement, qu'ils n'ont pas compris les décisions du VIe Plenum... Aidons-les donc à revenir dans la bonne voie...* »

Et il ajoute ceci, qui prouve que l'épuration n'est pas achevée :

« *L'appareil de l'administration et celui du P.C. de Turkménistan reçoivent toujours des lettres anonymes. Mais, après l'assainissement de l'atmosphère réalisé dans ces appareils, il est*

désormais inutile que les dénonciateurs s'abritent sous l'anonymat. Nous punirons sévèrement tous ceux qui empêcheront les critiques de s'exprimer...

« Cet appel s'adresse surtout aux intellectuels, dont jusqu'ici l'opinion a été négligée...

« Il nous faut aussi améliorer le travail des soviets locaux, qui se sont détachés des masses. »

Et Grichaenkov répond à l'opinion publique qui s'interroge visiblement sur la signification de cette purge et se demande si elle n'a pas été le résultat de l'intervention de Khrouchtchev :

« Aux personnes qui voudraient savoir comment nous avons découvert les méfaits des coupables, je dois dire ceci : après avoir reçu certains renseignements à ce sujet, le Comité central du P.C. d'Union soviétique a passé au crible ces indications, avec la participation active de certains membres du Bureau, de la Commission de contrôle et de militants du Turkménistan... Remercions donc le camarade Khrouchtchev pour l'aide inestimable qu'il a apportée à la mise au jour des méfaits de Durdyev et de Babaev; ainsi a pu s'accroître la combativité du P.C. du Turkménistan...

« Babaev et Durdyev ont causé un grand préjudice aux intérêts du Parti et à ceux du peuple. Aussi ont-ils été sévèrement punis, relevés de leurs fonctions de secrétaires du Comité central et exclus du Parti; des démarches sont en cours pour qu'ils soient écartés du Soviet suprême de l'U.R.S.S.; on étudie actuellement d'autres accusations dont ils sont l'objet.

« Il nous faut passer vite des paroles aux actes et liquider les conséquences des méfaits des inculpés, élever le niveau idéologique de notre P.C.; Durdyev et Babaev protégeaient des individus indignes, plaçaient leurs intérêts matériels au-dessus de l'intérêt national, calomniaient et renvoyaient les travailleurs qui ne leur convenaient pas... »

Toutes ces accusations restent bien vagues; Grichaenkov, dans son discours, évite toute précision. Puis, il arrive aux sujets de satisfaction : le plan économique pour le Turkménistan a été réalisé en 1958. A peine note-t-il quelques retards dans la construction (75 % des travaux prévus), quelques anomalies dans l'emploi des cadres et la place insuffisante faite aux jeunes travailleurs.

Le 25 janvier 1959, c'est la dernière fois que la presse du Turkménistan fait allusion aux « crimes » dévoilés par Grichaenkov :

« Nous ne parlerions pas si longtemps de cette affaire si Babaev et Durdyev étaient seuls en cause; malheureusement, d'autres ont imité leur conduite coupable. Et nous savons que plusieurs camarades sont restés fidèles aux méthodes des deux exclus, et qu'ils ne comprennent pas toujours les décisions du VI° Plenum... »

Conclusion du *Turkmenskaïa Iskra* : la purge était nécessaire et ses effets ont été excellents; quelques jours ont suffi...

« Les réunions des organisations primaires, régionales et urbaines du P.C. du Turkménistan ont atteint un niveau idéologique inconnu auparavant. La critique et l'autocritique y sont devenues très sévères et profondément pénétrées de principes communistes, quelles que soient les personnes visées. Mais il est nécessaire que cette élévation de la vie intérieure du Parti ne soit pas passagère; même les communistes chargés des plus hautes fonctions ne doivent pas oublier qu'ils sont responsables devant le P.C. et devant le peuple, et qu'il leur faut se conduire avec honnêteté et avec modestie... »

POURQUOI CETTE PURGE ?

Il faut bien reconnaître que le réquisitoire de Grichaenkov est tout à la fois violent et confus, plein de réticences, de semi-vérités et de mensonges flagrants. Le nouveau secrétaire du P.C. semble avoir voulu minimiser le scandale pour le liquider ensuite aussi discrètement que possible. Et même, il n'est pas interdit de penser que c'est Babaev lui-même qui, au début, a inspiré les accusations point trop sévères portées contre Durdyev, étant encore le 7 janvier 1959 tout-puissant en Turkménistan...

Ces accusations n'avaient rien d'accablant, en effet. En Union soviétique, la grossièreté et le tapage ne choquent personne, Khrouchtchev en donne des preuves, même en présence de diplomates étrangers. La concussion est également trop répandue pour que le cas d'Orazov ait pu émouvoir l'opinion publique. La presse soviétique, d'habitude, ne relève ce genre de faute que s'il s'agit d'individus que le Parti ne protège pas. Pour les dirigeants communistes, une indulgente bonhommie est toujours de mise, qui n'est pas tout à fait absente de l'article du 7 janvier.

C'est donc entre le 7 et le 20 janvier 1959 que l'affaire a pris un tour plus sérieux. Pourquoi? Parce que le « numéro un » de l'U.R.S.S. s'y est intéressé, Grichaenkov n'en fait pas mystère.

En Italie, on a raconté que Babaev et Durdyev avaient sans doute entretenu avec l'Iran des relations secrètes tendant à détacher de l'U.R.S.S. le Turkménistan. Cette explication n'est pas sérieuse. Le gouvernement iranien et les accusés eux-mêmes connaissaient trop bien la puissance de l'U.R.S.S., le contrôle exercé en tous lieux par le Comité central, pour croire possible pareille conspiration. De plus, Babaev, autant que permet d'en juger la presse de son pays, faisait partie des « durs ». Il y a seulement quelques mois, la presse turkmène, soumise à sa volonté, publiait des articles hostiles à l'Islam, ce que se gardaient bien de faire, depuis plus de deux ans, les journaux des autres républiques soviétiques musulmanes, lesquels préféraient s'en prendre aux membres des sectes chrétiennes, qui ne constituaient qu'une faible minorité parmi les croyants. Chaque jour, le *Turkmenskaïa Iskra* se signalait ainsi par son intransigeance brutale et son orthodoxie sévère.

Cela ne signifie pas que Babaev et Durdyev furent des sympathisants du groupe « anti-parti » de Malenkov; non; en U.R.S.S., les vaincus trouvent rarement des partisans sincères. Tout simplement, on trouve, chez beaucoup de dirigeants soviétiques, des haines dissimulées et des ambitions déçues. Le « déviationnisme » de Babaev et Durdyev n'avait pas d'autre ressort.

Il est certain que l'un et l'autre ont été renversés sur l'ordre personnel de Khrouchtchev; la « gratitude » chaleureuse de la presse turkmène en donne la preuve. Sans doute, Khrouchtchev avait-il deviné en eux des admirateurs trop peu fervents... Pensait-il nécessaire de calmer des mécontentements, populaires ou autres, en sacrifiant quelques personnages en vue du Parti et en leur faisant ainsi porter la responsabilité de ce qui n'allait pas? Les réformes brutales réalisées depuis deux ans par Moscou ont souvent été mal accueillies. La décentralisation partielle de l'administration économique, le transfert en province d'innombrables dirigeants, ont gêné beaucoup de personnages importants. Babaev et Durdyev étaient sans doute du nombre.

Ils n'auront d'ailleurs pas été les seules victimes de cette purge, puisqu'elle a atteint, en outre, des membres des Commissions du Plan et des Cours suprêmes.

Les chefs du Parti communiste de l'Inde

Les biographies des six principaux dirigeants communistes de l'Inde que nous donnons ci-après offrent deux caractéristiques assez remarquables.

L'une se retrouve dans celles d'à peu près tous les chefs communistes des pays sous-développés. Ces six militants ne sont pas des ouvriers; ils ne sont même pas issus de la classe ouvrière ou du « peuple travailleur », expression qui, dans le vocabulaire communiste, englobe la paysannerie pauvre. Ils appartenaient tous, sans exception, à des familles relativement aisées qui leur ont fait poursuivre leurs études dans les universités indiennes où ils ont conquis leurs grades sous la « domination britannique ».

L'autre caractéristique est propre au P.C. indien. Divisé en tendances et fractions hostiles, ce parti a changé souvent d'équipe dirigeante, mais, à la différence de ce qui s'est produit à peu près dans tous les autres, les dirigeants destitués n'ont pas été « liquidés politiquement » au moyen d'accusation de trahison, d'espionnage policier, etc. Ils ont été simplement relégués au second rang, et on les a vus reparaître plus tard au Comité central. Tel fut le cas de deux anciens secrétaires généraux, Joshi et Ranadive. Même au temps où, sous Staline, il était de rigueur de proclamer l'unité monolithique des Partis communistes et de cacher soigneusement leurs conflits intérieurs, les désaccords qui divisaient la direction du P.C. indien n'étaient pas ignorés.

[La plupart des données biographiques qui suivent sont puisées dans l'excellent ouvrage de Gene D. Overstreet et Marshall Windmiller : *Communism in India*, University of California Press, 1959.]

Biographie des six principaux dirigeants

AJOY KUMAR GHOSH

Né en 1909, licencié ès sciences de l'Université d'Allahabad, il prit part très jeune d'abord à l'action terroriste antibritannique dans le Pendjab et à l'organisation de l'Association socialiste républicaine de l'Hindoustan à Lahore. Au début des années 30 il s'intéressa à l'action syndicale à Cawnpore. C'est alors qu'il rencontra *S.G. Sardesai*, militant communiste préposé à l'action syndicale (actuellement membre du Comité central). Sardesai l'initia au marxisme-léninisme. Arrêtés tous deux en 1931, ils furent enfermés dans la même prison, où Sardesai acheva la conversion de Ghosh au communisme. A sa sortie de prison, en 1933, Ghosh adhéra au Parti communiste : dès l'année suivante, il était promu membre du Comité central.

Au lendemain de la guerre, trois tendances se manifestèrent à la direction du P.C. indien : une « droite » dirigée par P.C. Joshi, une « gauche » dirigée par B.T. Ranadive, et le centre animé par A. Ghosh. En 1947 Ghosh conformément au raidissement général de la politique soviéto-communiste, se déclara en désaccord avec la politique modérée de P.C. Joshi et de la droite, et aida B.T. Ranadive, chef de la gauche, à accéder au poste de secrétaire général. Mais, trois ans plus tard, il prenait la tête du groupe qui provoqua la chute de Ranadive. En octobre 1951, il fut élu lui-même secrétaire général, poste qu'il occupe depuis lors. Il est en même temps directeur de la revue doctrinale du P.C., *New Age*.

Ghosh a fait de nombreux voyages en Union soviétique au moment des crises intérieures du P.C. indien, par exemple, en 1955, au moment de la défaite électorale communiste dans l'Etat d'Andhra.

Il n'assistait pas au 19e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. en octobre 1952 (où fut lu son message), mais il étati présent à ceux de 1956 et de 1959.

POUCHALAPALLI SONDARAYYA

Né en 1913 dans une famille de paysans prospères, à Nello, dans le district de Nellore (Andhra), Sondarayya fit ses études aux Universités de Madras et de Bangalore, mais les abandonna avant d'avoir obtenu son diplôme pour se consacrer à l'action politique. Attiré par les activités politiques de Gandhi, il travailla dans les villages et aida, pendant les années 30, à organiser les *satyagrahas* (groupes pour l'action non violente, inspirés par Gandhi).

Il adhéra au P.C. indien en 1932 mais poursuivit son activité au Congrès national indien. Membre du Comité provincial du Congrès d'Andhra, délégué à la réunion annuelle du Congrès en 1934, il milita au Parti du Congrès de 1938 à 1939. Il exerça aussi son activité au Parti socialiste du Congrès, dont il finit par amener la section d'Andhra au P.C. indien.

Membre du Comité central depuis 1934 et du Politburo depuis 1953, il est généralement considéré comme un militant de gauche. Il fut élu au Rajya Sabha en 1952 et à l'Assemblée législative d'Andhra en 1955 ; il est membre du secrétariat du Comité provincial de Vishalandhra du P.C. indien.

En 1956, il assista au VIIIe Congrès du P.C. chinois.

BHALCHANDRA TRIMBAK RANADIVE

Bénéficiaire d'une bourse de recherches en économie à l'Université de Bombay, de 1925 à 1927, il consacra sa thèse au problème démographique dans l'Inde. C'est peu après qu'il devint communiste et, pendant que les dirigeants du parti étaient en prison à la suite de l'affaire du complot de Meerut, il fit son chemin dans le parti à Bombay comme chef d'une fraction d'extrême gauche. Mais il critiqua la thèse Dutt-Bradley, qui préconisait une ligne modérée et fut de ce fait suspendu temporairement du parti pour « fractionnisme ». Arrêté en 1940, relâché en 1942, il fit alors un voyage en U.R.S.S. Il fut élu au Comité central du P.C. indien et au Politburo, au premier Congrès du P.C. indien, en mai 1943, et prit la tête d'un mouvement contre la politique modérée de Joshi, qu'il remplaça en 1948 comme secrétaire général. Sous sa direction, le P.C. indien suivit une ligne d'extrême gauche qui aboutit à de nombreux actes de violence et à une sévère répression du gouvernement. Relevé de ses fonctions en 1950, après réprobation de sa tactique par la Direction communiste internationale, il demeura dans l'ombre pendant plusieurs années. Il fut élu en 1956 au Comité provincial du P.C. de Maharashtrian et délégué au IVe Congrès du P.C. indien en 1956, où il fut de nouveau élu au Comité central. Il en est encore membre actuellement.

PURAN CHAND JOSHI

Né en 1907 à Almora (Uttar Pradesh), fils d'un instituteur, Joshi s'intéressa au communisme alors qu'il était encore étudiant à l'Université d'Allahabad (où il obtint la licence ès lettres et la licence en droit), mais son admission au P.C. fut différée en raison de son enthousiasme juvénile excessif. En 1928, il organisa la section du parti à Uttar Pradesh, fut impliqué, en 1929, dans l'affaire du

complot de Meerut (1) et, condamné, resta en prison jusqu'en 1933. (C'est là qu'il passa ses examens de droit.)

En 1935, il fut élu secrétaire général du P.C. indien comme « représentant des jeunes camarades n'appartenant pas aux groupements fractionnels ». Il devait être arrêté aussitôt, puis une troisième fois en 1937.

En 1942, il fut confirmé au poste de secrétaire général et nommé directeur de l'organe officiel du parti. Il conserva ses fonctions de secrétaire général jusqu'en 1948.

Lorsque le P.C. indien adopta la ligne d'extrême gauche, en 1948, il fut relevé de ses fonctions, puis exclu du parti. Pendant plusieurs années, il essaya vainement de se faire réintégrer ; il travailla dans les organisations crypto-communistes, notamment dans le Mouvement de la Paix, ce qui lui permit de garder, ou de reprendre, contact avec d'anciens camarades et lui fournit le moyen de toucher la direction communiste internationale. Pendant cette période, il publia une série de brochures et un journal où il attaqua avec efficacité les dirigeants de gauche du parti, tout en épousant soigneusement les tournants de la politique communiste internationale.

Réintégré dans le parti en 1951, il fut battu comme candidat du Comité central lors du congrès.

En décembre 1952, il fit un voyage en U.R.S.S., après avoir assisté au Congrès de la Paix à Vienne. Enfin, en 1956, au IV° Congrès, il fut élu à nouveau membre du Comité central.

Joshi est un théoricien. Admirateur de Mao Tsé-toung, dont il connaît à fond les écrits, il fut l'un des trois dirigeants du P.C. indien qui assistèrent au VIII° Congrès du P.C. chinois, en septembre 1956. On le considère toujours, dans le parti, comme le leader de la fraction de droite. Il est, depuis 1958, directeur de l'hebdomadaire du Parti, *New Age*.

SHIRPAT AMRIT DANGE

Né en 1899, Dange s'intéressa à la politique alors qu'il était encore étudiant. Une brochure qu'il publia en 1920, *Gandhi et Lénine*, attira l'attention de M.N. Roy et de l'Internationale communiste. Avec l'appui d'un riche propriétaire d'une minoterie de Bombay, et sur le conseil de M.N. Roy, il organisa des groupes d'études marxistes et publia des tracts. Il fut ainsi l'un des fondateurs du P.C. indien, dirigea son plus important journal, puis fut inculpé dans l'affaire des conspirations de Cawnpore et de Meerut. Toutefois, il consacra le principal de son activité aux syndicats de Bombay. Secrétaire adjoint des syndicats indiens dès 1926/1927, il est, depuis 1945, soit président soit secrétaire général de l'A.I.T.U.C. (C.G.T. indienne) et vice-président de la F.S.M. C'est lui qui, au IV° Congrès de cette organisation (Leipzig, octobre 1957), a présenté le « rapport sur les tâches des syndicats dans la lutte contre le colonialisme ».

Dange a passé au moins treize ans en prison et plusieurs autres années dans la clandestinité, et a fait de nombreux voyages à l'étranger, pour assister aux réunions communistes internationales. Généralement considéré dans le parti comme un homme de gauche, il est avant tout l'homme de l'appareil et il a aidé à écarter la gauche de la direction pendant les périodes Ranadive-Rao ; il a été partisan de la participation aux élections générales. Elu à l'Assemblée législative de Bombay en 1948, battu aux élections parlementaires de 1952, il a été de nouveau élu en 1957 au Lok Sabha et a recueilli alors un plus grand nombre de voix qu'aucun autre candidat. Il est le leader du groupe communiste au Parlement. Sauf pendant la période 1950/1951, il a été, depuis la fondation du parti, membre du Comité central. Il appartient au Politburo depuis 1951. Sa présence dans les deux organes dirigeants permet au P.C. indien d'orienter et de contrôler étroitement l'action de l'A.I.T.U.C.

ELAMKULAM MANA SANKARAN NAMBOODIRIPAD

Né en 1909 dans une riche famille brahmane Namboodiri de Malabar, Namboodiripad débuta dans la carrière politique quand il était étudiant à l'Université de Trichur. En 1932, il abandonna ses études et entra au « Mouvement de désobéissance », ce pourquoi les Anglais le mirent en prison. Là, il entra en contact avec Krishna Pillai, A.K. Gopalan et K.P.R. Gopalan, et se convertit au marxisme. Quand le Parti socialiste du Congrès fut formé, en 1934, il en devint l'un des secrétaires, en même temps que secrétarie du Comité provincial du Congrès à Kérala. En 1939, il fut élu sans opposition à l'Assemblée législative de Madras sur une liste du Congrès. Il est probable qu'il était dès lors membre secret du P.C. indien, mais il n'y donna ouvertement son adhésion qu'en 1940, entraînant avec lui la majorité des membres de Kérala du Parti socialiste du Congrès.

En 1947, après une brève détention, il passa dans la clandestinité et se présenta sans succès aux élections de 1952. Elu en 1945 au Comité central du P.C. indien, il est l'un des deux militants qui y soient restés sans interruption jusqu'à ce jour. Il est membre du Politburo depuis 1950 et appartient à la fraction centriste.

Namboodiripad est l'auteur de nombreux articles et brochures sur des sujets très divers, mais surtout sur la question agraire ; il passe pour l'un des premiers théoriciens du P.C. indien. Il a témoigné d'un grand intérêt pour la Chine et a assisté au VIII° Congrès du P.C. chinois en septembre 1956. En 1957, quand un gouvernement communiste fut formé dans l'Etat de Kérala, il devint le premier président du Conseil communiste en Inde.

---

(1) Le 20 mars 1929, le gouvernement indien arrêta 31 chefs communistes et les emprisonna à Meerut (Uttar Pradesh) sous l'inculpation de conspiration pour renverser la souveraineté britannique en Inde. Un comité de défense des communistes fut formé; la principale personnalité en était J. Nehru; le Mahatma Gandhi visita les communistes emprisonnés pour leur témoigner sa solidarité.

L'instruction dura trois ans et demi et le jugement ne fut rendu que le 16 janvier 1933. Plusieurs inculpés, dont Dange, furent condamnés à de longues peines de prison (10 ans, 20 ans). Mais pratiquement tous furent relâchés à la fin de 1933.

A Ceylan la «coexistence intérieure» est rompue

Avant la récente victoire de la gauche extrémiste à Singapour, Ceylan était l'unique pays du sud-est asiatique où des « marxistes », quoique d'orientation trotskiste, siégeassent au gouvernement. Depuis les élections en avril 1956, le président du gouvernement Bandaranaike devait former un gouvernement de coalition où le Parti trotskiste, avec 5 sièges (sur un total de 55) au Parlement reçut deux ministères : Philip *Gunawarden*, chef du Parti, fut nommé ministre de l'Agriculture, et William *de Silva*, ministre de l'Industrie. Menacé par un autre groupement trotskiste, resté dans l'opposition, Gunawarden ne voulait pas être débordé par la gauche, et il se croyait obligé de mener une politique « ultra-gauchiste » sans reculer devant les attaques contre ses propres collègues dans le gouvernement. Plusieurs incidents, provoqués par cette tactique de Gunawarden, furent couverts par l'autorité du premier ministre, soucieux de ménager l'aile gauche de sa coalition. Mais à l'occasion du 1er mai, Gunawarden dans une manifestation publique attaqua le ministre des Finances Stanley de Zoysa et son frère Sydney de Zoysa, inspecteur en chef adjoint de la police cinghalaise, l'accusant d'être un « Ayoub Khan en puissance » et réclamant sa démission. Cette fois, le premier ministre ne pouvait plus régler l'incident et dut se séparer des deux ministres trotskistes gênants, qui entraînèrent dans l'opposition non seulement les trois autres députés de leur groupe, mais en plus sept membres du Parti de la liberté, le propre Parti du premier ministre Bandaranaike.

Chronique du mouvement communiste mondial

ARGENTINE

LES ACCORDS SECRETS.

La presse mondiale a fait état d'un accord secret, conclu entre Frondizi et les péronistes avant les élections présidentielles de février 1958. Comme il se doit, le premier a démenti l'existence d'un tel accord et les seconds l'ont confirmé. Mais la révélation antérieure d'un autre document secret, cette fois entre les péronistes et les communistes, est restée presque ignorée par la presse européenne.

Il s'agit d'une proposition d'unité d'action en vue de combattre Frondizi en commun. L'intermédiaire entre Péron et Victorio Codovilla, chef du P.C. argentin, était un certain Gabriel Levite, agent de liaison entre Péron et ses partisans en Argentine. Les propositions de V. Codovilla pour « l'unité d'action » avec les péronistes contre Frondizi se résument dans les points suivants : l'admission des militants communistes dans la direction syndicale péroniste, l'entrée des représentants du P.C. dans le gouvernement provisoire après la chute de Frondizi, la réforme agraire, la confiscation des terres de gros propriétaires terriens, la lutte effective contre l'impérialisme yankee et le rétablissement des liens diplomatiques, culturels, économiques très étroits avec le bloc soviétique.

GRANDE-BRETAGNE

LE P.C.I. CONTROLE-T-IL LE P.C. BRITANNIQUE ?

Dans sa dernière réunion d'avril 1959, la direction du Parti communiste italien a approuvé et adopté le rapport présenté par Giorgio Amendola, responsable de la section d'organisation du Comité central, sur le récent congrès du P.C. britannique auquel Amendola avait assisté en tant qu'observateur officiel. La presse communiste n'a publié qu'une fraction de ce rapport qui traitait surtout des possibilités d'organisation qui s'offraient au P.C. britannique pour augmenter ses maigres effectifs.

A ce propos, il y aurait eu une vive opposition entre dirigeants italiens et britanniques : les responsables britanniques auraient voulu poursuivre leur politique de recrutement d'éléments d'élite en concentrant tous leurs efforts sur les milieux intellectuels; les responsables italiens auraient surtout insisté sur la nécessité d'une action de recrutement massive — l'effort essentiel devrait porter au Royaume-Uni sur la classe ouvrière.

Selon les paroles de Giorgio Amendola lui-même, les dirigeants britanniques auraient accepté ce conseil, tout en ne célant point les graves difficultés qui s'opposent à sa mise en pratique (en clair : tout en rechignant, ils ont obéi). Un plein accord a été par contre obtenu d'emblée pour la politique à suivre à l'égard de la « gauche » européenne qui s'efforce péniblement de s'organiser.

Spéculant sans doute sur le caractère « intellectuel » du P.C. britannique, il a été convenu (toujours selon Amendola) que le P.C. du Royaume-Uni ne laisserait échapper aucune occasion pour rechercher toute base d'entente possible avec les socialistes et sociaux-démocrates d'Europe occidentale, en toute occasion et sous toutes les formes et cela sans tenir compte des divergences idéologiques.

HONGRIE

LES EFFECTIFS DU P.O.S.H.

Si l'on en croit Josef Sandor, membre de son Comité central, le *Parti ouvrier socialiste hongrois* (P.O.S.H.) comptait au 1er avril 1959, 417.000 membres, soit 48,5 % des effectifs de l'ancien Parti des travailleurs hongrois (issu de la fusion du P.C. et du Parti social-démocrate), qui avait donc environ 890.000 membres. Fin juin 1957, les effectifs du P.O.S.H. s'élevaient déjà à 350.000.

Le P.T.H. s'était effondré, au moment de la révolution d'octobre 1956, parce qu'il comprenait « *de nombreux éléments fortuits, hésitants et arrivistes, des « compagnons de route » qui suivirent le Parti tant que le temps fut beau et qui, à l'heure de l'orage, rejoignirent le camp de l'ennemi ou désertèrent le combat* ». Aussi, le P.O.S.H. a-t-il appliqué « *strictement les principes léninistes en matière d'organisation* ». Il s'est « *débarrassé des éléments étrangers et fortuits* » et il a fait appel « *aux meilleurs d'entre les ouvriers travaillant directement à l'usine, les paysans laborieux et les intellectuels* ».

Aussi, sa composition s'est elle « *améliorée* ». Sur ces 417.000 membres, 60,9 % sont des ouvriers, 12,8 % des paysans, 7,6 % des intellectuels, 12,1 % des employés, 6,6 % des étudiants, des ménagères, des retraités, etc.

Il semble qu'après avoir ainsi renforcé le contingent ouvrier du Parti, les dirigeants songent à accroître les effectifs, et, notamment, en recrutant parmi les paysans et les jeunes :

« *Pendant un certain temps, le Parti n'a pas encouragé l'adhésion de paysans individuels, appréhendant leurs hésitations qui pouvaient compromettre la cohésion de ses rangs. Par ailleurs, au cours de ces deux dernières années, nombre de paysans individuels se sont eux-mêmes tenus éloignés du Parti, croyant que l'adhésion au P.O.S.H. les obligerait à entrer dans une coopérative de production.* »

[Cette dernière phrase semble signifier que des paysans pouvaient être considérés comme communistes, puisqu'on les acceptait dans le Parti, tout en restant hostiles au kolkhoze pour leur usage personnel. Il fallait vraiment que les candidats ne fussent pas nombreux pour qu'on se contentât de gens aussi peu convaincus.]

Au total, cette nation à prédominance paysanne compte 53.376 paysans « communistes ». Ces effectifs sont insuffisants pour mener à terme la « refonte de l'agriculture socialiste ». D'où la nécessité de les renforcer.

D'autre part, « *il y a peu de jeunes parmi les nouveaux adhérents. Leur âge moyen est à présent plus élevé* » qu'au temps du P.T.H. Sandor pense qu'il faut s'en réjouir dans les circonstances présentes, car « *avant l'émeute contre-révolutionnaire, les jeunes sans expérience politique prédominait numériquement dans le Parti* ».

Toutefois, il convient que « *le moment est venu de recruter plus activement parmi les jeunes* ». En fait, il semble bien qu'il y ait là une preuve supplémentaire de l'hostilité durable de la jeunesse hongroise à l'égard du communisme.

(Source : J. Sandor : *Amélioration de la composition du Parti*, in *La Nouvelle revue internationale*, n° 10, juin 1959.)

Le numéro : 225 Francs Fédération du Livre C.G.T. F.O. *Le Directeur de la Publication :* M. Coquet, 86, boulevard Haussmann (8e) L'Emancipatrice, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris-15e. — 30287-659